

Carine CHEVAL

LE CONSENSUS SOCIAL MALAYSIEN A L'EPREUVE DE LA CRISE ASIATIQUE

Le 1^{er} juillet 1997, Pékin célébrait en grande pompe la rétrocession de Hong-Kong. Le lendemain, l'effondrement du baht déclenchait une crise dont la portée et les retombées devaient dépasser de loin les analyses les plus pessimistes. Ce passage fulgurant d'une Asie triomphante à une Asie "décadente" fit douter ses thuriféraires les plus zélés : face à une telle débâcle en chaîne qui confirmait une fois de plus la validité de la théorie des dominos, que restait-il du formidable essor économique régional, porté au rang de miracle est-asiatique par la Banque mondiale en 1994¹ ? Pouvait-on encore affirmer que le XXI^e siècle serait asiatique ?

D'abord financière puis économique, la crise asiatique fut également une crise idéologique, sociale et, *in fine*, une crise de légitimité politique qui frappa de plein fouet les identités nationales et les pouvoirs publics. Jusqu'alors, la légitimité politique était fondée sur la capacité des gouvernements à maintenir la cohésion sociale grâce à la garantie d'une croissance économique forte et continue permettant un accroissement du revenu national perceptible par la majeure partie de la population. Malgré d'importantes disparités et des effets pervers sur les rapports sociaux et l'environnement, cette dynamique d'enrichissement permettait d'atténuer les conflits et le potentiel déstabilisateur des revendications politiques et des tensions ethniques. La légitimation des régimes autoritaires était donc facilitée : les appels à la stabilité sociale comme condition *sine qua non* du "développement" étaient relayés auprès de la population par des slogans accrocheurs flattant le consumérisme des nouvelles classes moyennes et leur soif de profit. Cette démarche très pragmatique et mercantiliste eut l'avantage de rendre moins attrayante – et plus dangereuse – la contestation politique, mais elle était doublée d'un vide idéologique presque total.

¹ Deux décennies durant, la région avait connu une croissance à deux chiffres et représentait, depuis 1990, 40% de la croissance mondiale.

Cette perte de repères autres que purement matérialistes constitue d'ailleurs l'un des grands échecs d'une gestion à courte vue des consensus sociaux, où la vénalité était devenue le nouvel opium du peuple – et de sa classe dirigeante. Tout projet de développement véritable était dès lors reporté *sine die*, tout comme l'assainissement d'élites politiques familières avec le népotisme, la corruption, l'impéritie et les prévarications – des accusations qui, avant l'éclatement de la crise asiatique, étaient d'ordinaire imputées au cas africain, jugé désespéré.

C'est dans ce contexte en devenir qu'il nous a paru intéressant d'analyser les conséquences sociopolitiques de la crise asiatique en Malaysia. Nation remarquable par sa forte polarisation ethnique et les risques de déstabilisation sociopolitique qui en découlent, elle n'a pas échappé, dans le sillage des soubresauts économiques qui l'ont frappée, à un règlement de comptes politique au sommet aussi pathétique que préoccupant pour l'avenir des libertés publiques.

Dans cette perspective, il est intéressant de savoir si la crise asiatique a remis en question les bases du consensus social en Malaysia. Autrement dit, les termes de l'échange entre le pouvoir et la société – croissance contre complaisance – ont-ils changé ? Si oui, de quels nouveaux enjeux se nourrit le débat politique ? Afin de répondre à cette question, il convient, une fois précisé le facteur déclencheur de la crise politique (l'affaire Anwar), d'aborder les principaux facteurs de mutation : le renouvellement des médias *via* l'Internet, le mouvement *Reformasi* et la montée en puissance du parti islamique PAS.

L'affaire Anwar

En Malaysia, la crise remettait en question, dans un contexte globalisé, la stratégie de croissance du gouvernement² et, avec elle, la relative paix interethnique ainsi que ses "garants" : le BN³, l'UMNO⁴ et le Premier ministre Mahathir Mohammad lui-même. D'extérieur (FMI et Banque mondiale), l'ennemi est rapidement devenu intérieur en la personne d'Anwar Ibrahim, le quatrième vice-Premier ministre et héritier présumé de Mahathir. Son limogeage le 2 septembre 1998⁵ est venu confirmer la sentence de l'auteur albanais Ismail Kadaré : "Il est dans la nature des tyrans d'abattre eux-mêmes leurs successeurs au moment où ceux-ci se sentent les plus sûrs"⁶. Ancien leader d'une organisation étudiante islamique (ABIM), populaire ministre des finances au moment de sa chute, Anwar incarnait aux yeux des

² Substitution des productions locales aux importations et promotion des exportations.

³ *Barisan Nasional* ou Front national : coalition gouvernementale formée de trois partis à base ethnique, *United Malays National Organization (UMNO)*, *Malaysian Chinese Association (MCA)* et *Malaysian Indian Congress (MIC)*.

⁴ *United Malays National Organization* : principal parti de la coalition au pouvoir, présidé par le Premier ministre Mahathir Mohammad.

⁵ La veille, l'instauration de contrôles sur les capitaux annonçait déjà une reprise en main par Mahathir.

⁶ I. KADARÉ, *La Légende des légendes*, Paris, Flammarion, 1995, p. 213.

Occidentaux, contrairement à Mahathir, la Malaysia moderne, réformatrice et rassurante : il préconisa d'appliquer une politique de type FMI sans le FMI puis, sentant le vent tourner – avec la nomination de l'alter ego de Mahathir, Daim Zainuddin, au poste de conseiller spécial dans le but évident de le court-circuiter – il se hâta de prôner la réforme : *Reformasi* devint dès lors le mot d'ordre de la contestation après son arrestation. Ironiquement, ce réformateur de la dernière heure, qui cherchait avant tout à mobiliser l'opinion intérieure et internationale contre Mahathir pour sauver sa carrière politique, est un enfant du sérail : il manipula lui-même les médias pour orchestrer la chute de son prédécesseur, l'ancien vice-Premier ministre Ghafar Baba. En 1998, il fut victime à son tour des mêmes procédés retors qu'il avait utilisés, mais dans des proportions bien supérieures. Car la virulence et le caractère particulièrement sordide de la cabale montée contre lui dépassaient de loin le simple discrédit : s'avisant subitement de "l'immoralité" de son dauphin⁷, Mahathir visait son anéantissement politique et moral. Une tâche d'autant plus aisée que le combat était inégal, Mahathir ayant derrière lui tout le poids d'institutions politiques qu'il avait largement remodelées à son avantage.

Il n'est pas exagéré de qualifier de totalitariste le traitement de l'affaire d'Anwar, tant les parallèles sont frappants avec la lecture effectuée en son temps par Victor Serge :

L'affirmation énorme [*ici les accusations de sodomie*] et inattendue surprend l'homme moyen qui ne conçoit pas que l'on puisse mentir ainsi. [...] l'homme moyen, vacillant sous le choc, est tenté de dire qu'après tout cette frénésie doit avoir une justification supérieure, dépassant son entendement. Le succès de ces techniques n'est évidemment possible qu'en des périodes troublées [*ici la crise asiatique*] et à la condition que les minorités courageuses incarnant le sens critique soient bien bâillonnées ou réduites à l'impuissance par la raison d'État ou le manque de ressources matérielles. En aucun cas il ne s'agit de convaincre, il s'agit en définitive de tuer. [...] Le totalitarisme n'a pas d'ennemi plus dangereux que le sens critique [*incarné par Anwar presque malgré lui*] ; il s'acharne à l'exterminer. Les clameurs emportent l'objection raisonnable et, s'il persiste, une civière emporte l'objecteur vers la morgue⁸.

Un totalitarisme qui s'inscrit dans la tradition politique malaise, dans la mesure où la loyauté absolue envers le Premier ministre, le *raja* moderne, est obligatoire. Déchu, arrêté, détenu sous le coup de l'ISA⁹, battu puis condamné avant même l'ouverture de son premier procès, Anwar vérifia à ses dépens l'universalité du

⁷ Il manifestait clairement son mépris pour l'opinion publique, rappelant sa parenté avec les régimes totalitaires friands de purges ubuesques.

⁸ V. SERGE, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, 1951, p. 368.

⁹ *Internal Security Act* : une législation héritée de la période coloniale et qui, initialement conçue pour lutter contre l'insurrection communiste, a vu peu à peu croître son champ d'application pour inclure, en 1986-87 et après septembre 1998, tous les "dissidents" ou opportunément perçus comme tels : l'opposition laïque et islamiste, les étudiants... L'ISA permet ainsi les détentions sans procès et les procès sans jury.

proverbe chinois : “Vainqueur, on vous fait baron ; vaincu, vous n’êtes qu’un félon ¹⁰”. C’est donc sa chute, conséquence indirecte de la crise asiatique, qui a suscité une remise en cause du consensus social à la malaysienne et entraîné la montée du mécontentement populaire – un mécontentement alimentant l’opposition laïque et islamique, tandis que la domination de l’UMNO était de plus en plus battue en brèche, à l’intérieur comme à l’extérieur du parti et de la coalition au pouvoir. L’affaire Anwar a eu un effet ambivalent sur la société, en renforçant le cynisme d’une part, et en générant des exigences nouvelles en matière de transparence et de responsabilité du gouvernement, d’autre part. Cette affaire aura servi de catalyseur à la société civile et de révélateur des dissensions au sein de l’UMNO. *In fine*, elle a incarné un conflit de générations et de conceptions politiques : face à l’ordre ancien – patrimonialisme politique, intérêts acquis et *statu quo* – un ordre en devenir – ouverture, transparence et méritocratie – ; face à la loyauté indéfectible, le droit à la rébellion justifiée – mais sans la violence des “Gardes rouges” chinois. Ces deux mondes ne pouvaient coexister éternellement : avec la crise, Mahathir, qui considérait que le système était fondamentalement sain, entra en conflit avec Anwar qui, ne serait-ce que pour freiner la fuite des capitaux étrangers, souhaitait soumettre ce système, coupable de collusion avec le monde des affaires, à un processus de “destruction créatrice”. Cette divergence tenait en fait à la différence de proximité avec les entrepreneurs. Au-delà d’un affrontement de personnalités s’est donc profilé l’avenir même de la Malaysia, placée dans une situation transitoire où la vieille garde, promotrice de la construction nationale puis repliée sur ses acquis, est confrontée aux exigences d’ouverture et de justice. Si Mahathir a gagné la bataille, n’a-t-il pas d’ores et déjà perdu la guerre ? Car au-delà de son propre avenir politique, l’affaire Anwar a posé deux grandes questions : l’avenir des libertés civiles et le bien-fondé des procédures de sélection du Premier ministre en Malaysia. Autrement dit, c’est la perversité même du système qui est mise en cause. R.S. Milne et D.K. Mauzy se sont d’ailleurs interrogés sur la nature d’un système dans lequel un “rebelle [Anwar] peut être coopté par l’establishment et réaliser une ascension fulgurante avec une réputation morale sans tache pour être finalement rejeté avant d’arriver au sommet”¹¹. À elle seule, cette perversion justifiait amplement les velléités réformistes. Des velléités portées par trois courants complémentaires : les médias, le mouvement *Reformasi* et le PAS.

1. Les médias : un bouillonnement inédit

Après une première phase calquée sur le modèle anglais pendant la période coloniale, la presse malaysienne s’est distinguée par une “ethnisation” des

¹⁰ Il fut condamné à six ans de prison de prison pour abus de pouvoir et obstruction de la justice, puis à neuf ans supplémentaires pour sodomie ; l’appel interjeté à l’issue de son premier procès fut rejeté en mai 2000.

¹¹ R.S. MILNE & D.K. MAUZY, *Malaysian Politics under Mahathir*, Routledge, Londres & New York, 1999, p. 158. (Traduction de l’auteur).

publications, la presse en langue chinoise ayant d'emblée fait montre d'une grande vitalité. Mahathir prône quant à lui une liberté des médias "exercée avec responsabilité [...] et quand la presse abuse de ses droits, les gouvernements démocratiques se doivent de redresser la situation".¹² L'idéologie nationale (*rukunegara*), basée sur Dieu, le Roi et la nation, la constitution, la loi et la moralité, encadre une presse qui, loin d'être un contre-pouvoir effectif, est réduite au rôle "d'instrument du développement, de l'unité nationale et de l'harmonie sociale"¹³ – autrement dit "raciale". Ce climat restrictif, caractérisé par les 47 lois et décrets limitant la liberté de la presse¹⁴, a longtemps été considéré par la profession elle-même comme le prix à payer pour assurer la stabilité sociale. C'est à la lumière de ce cadre législatif défavorable qu'il convient donc d'apprécier l'importance toute relative de la garantie constitutionnelle¹⁵.

¹² H. PIGEAT & J. HUTEAU, *Déontologie des médias : Institutions, pratiques et nouvelles approches dans le monde*, Economica & Unesco, 2001, p. 258.

¹³ H. PIGEAT & J. HUTEAU, *op. cit.*, p. 258.

¹⁴ Dont le *Printing Presses and Publications Act* (1948) qui exige une double autorisation préalable, renouvelable annuellement, du ministère de l'intérieur, qui peut suspendre ou révoquer la licence par simple décision administrative, sans appel possible. Après les émeutes raciales de 1969, un nouveau délit était désormais passible d'emprisonnement : le délit d'incitation aux désordres communautaires. Cette loi fut amendée en janvier 1974 : sous prétexte de discrimination positive en faveur des Malais, le processus de nationalisation mis en oeuvre permit au gouvernement de devenir l'actionnaire majoritaire des médias malaysiens. Autre loi : le *Sedition Act* (1948) qui interdit tout débat sur la politique de discrimination positive, la controverse linguistique, le roi et les sultans ; l'*Official Secrets Act* (1972) qui qualifie de délit la détention ou la publication de renseignements classés secrets par le gouvernement – une classification délibérément restrictive pour réduire l'accès à l'information ; l'*Internal Security Act* ou ISA (1960), utilisé en 1976-77 contre les rédacteurs en chef des quotidiens *Berita Harian* et *New Straits Times*, dont les confessions télévisées ultérieures, par leur absurdité manifeste, ne sont pas sans rappeler les vagues successives des purges staliniennes ; enfin, le *Broadcasting Act* (1988), qui instaura un monopole de service public : l'unité de recherche au sein du ministère de l'information et de la radiodiffusion opère une censure *de facto* des programmes et surveille la gestion des opérateurs privés. Par le chantage à l'attribution des licences, la censure et le filtrage des émissions relayées par satellite, le gouvernement garde donc la haute main sur la circulation de l'information dans le pays.

¹⁵ L'article 10, al. 1^{er}, § a dispose : "Tout citoyen a droit à la liberté de parole et d'expression". L'al. 2, § b stipule que ce droit peut être limité "dans l'intérêt de la sécurité de la Fédération, des relations amicales avec d'autres pays, de l'ordre public ou de la moralité ou pour des restrictions destinées à protéger les privilèges du Parlement ou de toute assemblée législative ou de prévenir les atteintes à la justice ou l'incitation au délit" (*op. cit.*, p. 259).

1. L'appel d'air d'Internet

On l'a vu cependant, l'affaire Anwar a servi de révélateur en conférant à l'opposition une légitimité¹⁶ et une virulence nouvelles. Dans cette lutte inégale contre la propagande officielle et la censure, la nécessité d'attirer l'attention de l'opinion a suscité le recours naturel à l'Internet¹⁷. Forum dédié à la liberté d'expression, le cyberspace s'est ainsi mué en tribune pour la cyberdissidence, permettant au mouvement *Reformasi* d'exister et d'atteindre une ampleur et une portée inédites. Car en multipliant sur la Toile les sites et autres forums de discussion consacrés à Anwar, les opposants ont su profiter d'un nouvel espace de discussion théoriquement affranchi de la tutelle gouvernementale, pérennisant ainsi la polémique bien plus longtemps que ne l'avait escompté le gouvernement¹⁸. En donnant de la Malaysia l'image d'une démocratie purement formelle, ils remettaient en cause le fonctionnement des institutions – et leur détournement par un système patrimonial anachronique mais toujours prégnant. La cyberguerre était dès lors déclarée, et avec elle une confrontation idéologique et une lutte d'influence pour le pouvoir dans la Malaysia de demain, “réformée” ou non.

Un tremplin pour le mouvement Reformasi

Dès le 2 septembre 1998, un quart d'heure seulement après l'arrestation d'Anwar, un mél propageait la nouvelle sur le réseau : le mécanisme une fois enclenché, l'Internet va assurer un retentissement planétaire à cette affaire. Mais le choix du Web fut d'abord un choix par défaut¹⁹ : face à des médias muselés, s'avilissant dans le sordide, le cyberspace devenait le seul rempart possible contre l'absence totale de professionnalisme journalistique et une diabolisation médiatique inique. La confrontation politique, impossible dans le cadre des médias traditionnels, s'est donc transposée sur le Net par sites réformistes et officiels interposés. C'était donc à celui qui saurait le mieux maîtriser les capacités de mobilisation et de “conscientisation”

¹⁶ Cette affaire a constitué la première remise en cause réellement dangereuse de l'autorité de Mahathir, dans la mesure où la crise de 1986-87 était restée circonscrite à l'UMNO.

¹⁷ Un recours qui avait des précédents, tels que le *Sangkancil Forum*, connu pour ses débats d'actualité plusieurs années avant l'affaire Anwar ; cf. également les sites web apparus lors des feux de forêt en Indonésie en septembre 1997, et dont les comptes-rendus en temps réel permirent de pallier le silence radio des médias locaux au tout début de la catastrophe.

¹⁸ Plus de 50 sites se sont créés depuis le 2 septembre 1998, impulsant une croissance du nombre d'abonnés de plus 14000 par mois, contre 9000 précédemment. Citons *malaysia.net*, *crony.net*, le site du *Keadilan*, *saksi.com*, *freemalaysia.com*, *malaysiakini.com*...

¹⁹ L'existence d'affinités électives a également contribué à asseoir ce choix dans un pays où croissance économique et classe moyenne laissaient peu de marge au recours à la violence – et davantage de latitude, en revanche, à l'utilisation de PC et à la maîtrise de l'anglais, passé colonial oblige.

de l'opinion nationale et internationale²⁰. De toute évidence, le gouvernement a perdu cette bataille. Car contrairement à la réactivité extrême des réformistes, sa propre lenteur était d'autant plus frappante : plus de trois semaines après le limogeage d'Anwar, le site officiel du Premier ministre arborait encore la photo de l'ancien dauphin souriant, assortie d'une biographie dithyrambique. Comme le note le journaliste MGG Pillai, un journaliste indépendant contribuant à l'organe du parti islamique d'opposition PAS *Harakah* et au site web très incisif *Malaysiakini*, le gouvernement a longtemps ignoré les possibilités d'action du Net, ce qui a miné sa capacité à regagner la confiance d'une communauté malaise démobilisée et à prévenir l'usage du réseau comme moyen de court-circuiter son contrôle des mass médias. Méprisant le penchant du Web pour les débats pluralistes, le gouvernement souffre toujours d'un schéma mental qui l'empêche d'élaborer un discours officiel plus subtil et donc plus efficace – et en reste donc, pour son malheur, au stade stérile de la propagande.

En revanche, l'impact du réseau fut considérable dans le camp réformiste, comme en témoigne le nombre élevé de connexions pour les sites les plus performants : 1,5 million entre septembre et décembre 1998 pour *Anwar Online Original*, et plus de 4 millions pour *Laman Reformasi*²¹, animé par un dissident du premier quotidien en langue malaise, *Utusan Melayu*, témoignant du travail de sape d'une cyberguerre d'usure qui s'est résolument attaquée aux fondements de la suprématie gouvernementale. Ironiquement, c'est grâce à l'impulsion de Mahathir lui-même, par le biais du projet du *Multimedia Super Corridor* (MSC), que les nouvelles technologies de l'information ont connu leur essor : avec un million d'internautes pour 10 millions d'électeurs et 22 millions d'habitants, s'est constituée une assise suffisante pour alimenter la stratégie de contournement des médias mise en œuvre. Cette stratégie profita de la promesse solennelle contenue dans la charte fondatrice du MSC, qui garantit l'absence totale de restriction dans l'utilisation du Net²². Autrement dit, pas de censure ouverte, mais un jeu du chat et de la souris éprouvant pour les cyberdissidents. Parmi eux, le plus connu est sans conteste l'ancien journaliste Sabri Zain qui, en refusant de se retrancher derrière l'anonymat, a gagné d'autant en crédibilité. Frappé par l'injustice dont fut victime Anwar, lassé par une

²⁰ Les sites pro-Anwar ont ainsi relayé la déclaration d'Al Gore au sommet Asie-Pacifique de Kuala Lumpur, où il a félicité le "courageux peuple malaysien", en référence aux réformistes, tandis que la presse autorisée se répandait en invectives anti-impérialistes et anti-hégémoniques.

²¹ A. LEAUTHIER, "Dissidences en ligne", *Libération*, 4.XII.98.

²² Début 1999, le Premier ministre est d'ailleurs revenu sur une directive, valable pour tous les clients des cybercafés, qui exigeait l'enregistrement des noms et numéros de cartes d'identité dans le but officiel de prévenir les visites de sites pornographiques – une directive perçue comme une entrave par les investisseurs étrangers. Dans sa volonté de relancer la croissance par le biais des technologies de l'information, Mahathir a donc cédé à la pression – une pression considérable si l'on considère que Microsoft Corp. et Sun Microsystems Inc. ont déjà engagé 315,8 millions de dollars dans le projet du MSC.

couverture médiatique partielle²³ et insultante²⁴ dont l'objectif était de légitimer le limogeage d'Anwar *a posteriori*, ce virtuose du reportage et de la satire s'est donc fait un devoir, par le biais de ses deux réalisations phares, *Reformasi Diary* et *Not The New Straits Times* – une parodie du principal quotidien en langue anglaise –, de donner une autre vision de la Malaysia. Dans cette optique, il s'est fait le relais de la théorie du complot contre Anwar en propageant le point de vue des agences de presse étrangères, telles que *The Straits Times*, *Kompas*, *AFP* et *CNN International*.

Parallèlement à la recherche de la vérité, Internet a efficacement épaulé le militantisme sur le terrain et permis une réactivité en temps réel à la propagande officielle. Le réseau a donc facilité l'essor d'une analyse critique plus virulente comme le rapporte l'enquête de Zein Isma Ismail de la branche jeunesse de l'UMNO : sur 2500 articles présents sur les différents sites politiques, plus de la moitié critiquait le gouvernement, le système judiciaire et la police. Une critique qui, au-delà des allégeances partisans, promeut l'échange des idées et contribue à enrichir le débat. Comme le souligne la sociologue Saliha Hassan²⁵, cet esprit critique n'a rien de nouveau. Toutefois, cet humour irrévérencieux, jadis confiné à des cercles étroits, a trouvé grâce à l'Internet une audience nouvelle, élargie, plus sensible aux discours stigmatisant les injustices et les abus de pouvoir. Car même si seule une minorité est connectée, elle ne constitue que le premier maillon d'une chaîne qui propage le message²⁶ par des moyens plus traditionnels – photocopies, fax, téléphone, bouche-à-oreille... et ce jusque dans les endroits les plus reculés où même l'électricité et le téléphone sont absents. Cet effet boule-de-neige, permis par la technologie, s'est nourri de la méfiance inspirée par les médias établis.

Elections on line

Logiquement, les législatives de novembre 1999 donnèrent lieu à une cybercampagne électorale où sites pro-BN et pro-BA²⁷ s'affrontèrent pour se rallier

²³ Alors que le défilé pro-Anwar du 24.IX.98 rassembla des dizaines de milliers de personnes, la presse locale n'en recensa que 5000... tout en prenant pour des prostituées des femmes qui avaient pris part à une autre manifestation.

²⁴ Du jour au lendemain, l'ancien n°2 était accusé de bisexualité, d'adultère, de corruption et d'espionnage au profit de l'étranger. L'énormité des charges n'est pas sans rappeler les purges staliniennes des années 30 (*cf.* notamment le sort de Boukharine) et les purges maoïstes (*cf.* Lin Piao) : ces parallèles historiques, *a priori* inattendus, ne sont pas inutiles pour souligner l'imposture démocratique dans laquelle vit la Malaysia.

²⁵ J. TAN, "No-holds-barred game of Malay politics on the Net", *New Sunday Times*, 23.V.1999.

²⁶ Lettres d'Anwar en prison, témoignages oculaires de manifestations, comptes-rendus de la presse étrangère...

²⁷ *Barisan Alternatif*, le Front alternatif d'opposition qui regroupe le PAS et le *Parti Keadilan Nasional* ou Parti de la justice nationale de Wan Azizah Wan Ismail, l'épouse d'Anwar, qui se disputent les voix des Malais, le DAP ou *Democratic Action Party*, parti

les suffrages des électeurs, au premier rang desquels les indécis. A cette occasion, le gouvernement ne ménagea pas ses critiques : Zein Isma Ismail, promu chef de la division Internet du comité de l'UMNO sur la diffamation, stigmatisa les tactiques calomnieuses et haineuses utilisées par les sites pro-*Reformasi* pour discréditer le gouvernement. En guise de représailles, la surveillance de ces sites et la création d'autres sites, destinés à neutraliser ces "allégations" et à lancer la contre-attaque²⁸, furent décrétées. En tout cas, l'Internet aura permis pour la première fois une "guerre" de l'information²⁹ en fournissant aux électeurs une vision absente des médias traditionnels : celle des partis d'opposition notamment, plus enclins à soulever des enjeux tels que la "bonne gouvernance". Il s'agissait donc d'une nette rupture avec les scrutins de 1986, 1990 et 1995, au cours desquels le déficit d'information était criant. Mais l'Internet n'était pas l'unique recours, et l'opposition a manifestement souffert d'une couverture médiatique hostile, à l'image du journal télévisé du soir sur TV3, très regardé mais guère charitable envers le BA. De plus, la présence fort opportune de virus dans un CD-ROM recensant les électeurs inscrits sur les listes électorales a laissé planer le doute sur les réelles motivations de la commission électorale : prenant 8 mois pour mettre à jour les listes, elle n'aurait pas eu le temps d'inscrire 680.000 personnes en âge de voter – des jeunes plus sensibles au discours de l'opposition.

Mais certains ténors de l'opposition ont commis l'erreur de surestimer le poids du réseau dans le choix des électeurs³⁰. Fervents partisans de l'Internet, les 3 piliers du DAP Lim Kit Siang, Karpal Singh et Chen Man Hin avaient incité le parti à mener une "campagne électronique" : un recours à la technologie qui n'empêcha pas leur défaite électorale³¹. Plus clairvoyant, le PAS a su profiter des atouts du réseau, tout en l'intégrant à une stratégie globale de conquête des suffrages, combinant le porte-à-porte et la diffusion massive de son journal, *Harakah*. Après la publication des résultats, Internet joua une fois encore le rôle de révélateur des errements médiatiques : *Malaysiakini* dévoila ainsi un trucage photographique qui avait

chinois, et le PRM (*Parti Rakyat Malaysia*), Parti du peuple malaysien, de gauche et multiethnique.

²⁸ Les réformistes ne furent pas en reste, notamment en termes d'affiches électorales : en réponse à une offensive calomnieuse du gouvernement, Sabri Zain posta sur le Net une série d'affiches parodiques à l'humour mordant – une manière efficace de pallier l'absence de droit de réponse dans les médias officiels.

²⁹ En l'espèce, les médias officiels furent confrontés à un réseau informel de relayeurs de l'information alternative, qui imprimèrent, faxèrent, photocopièrent et distribuèrent largement ce qu'ils trouvèrent sur le réseau.

³⁰ Selon Steve Gan, rédacteur en chef de *malaysiakini.com*, 5 ans seront nécessaires pour créer une "génération digitale" à même de former une masse critique.

³¹ Cela n'a pas empêché Chia Kwang Chye, le tombeur de Lim Kit Siang à Bukit Bendera, dans l'Etat de Penang, de prôner la création de "communautés électroniques" et la nécessaire ouverture aux critiques du public : une manière d'appâter ses futurs électeurs pour renouveler son mandat ?

remplacé Anwar par son successeur Abdullah Badawi³² sur un cliché des dirigeants du BN datant de 1995 : une manière percutante d'appeler à la responsabilisation des médias.

Réserves et perspectives

Il serait toutefois hasardeux de dresser un portrait idyllique du rôle de l'Internet dans la vie politique malaysienne entre 1998 et 1999. Car la qualité de l'engagement des cyberdissidents laisse souvent à désirer, et l'intelligence de certains sites le dispute à l'indigence du plus grand nombre. Une indigence relayée par une partialité souvent extrême qui alimente la polémique, dans la mesure où le recours à la calomnie et à l'absurde ajoute au discrédit et au sentiment de dévouement et d'anarchie sur la Toile. Ce qui, *in fine*, fait le jeu du pouvoir, "victime" d'une campagne de dénigrement systématique, conjuguant lâcheté et incitation à la haine raciale et à la violence. Que reste-t-il dès lors d'un médium qui se voulait véritablement alternatif ? Car si certains sites réformistes proposent effectivement des informations passées sous silence par les médias établis, que pèsent-ils face aux règlements de comptes faits de rumeurs³³, d'accusations, de contre-accusations, de demi-vérités et d'insinuations sournoises sur le mode de la raclée ou *bantai, hentam* – autant de manœuvres qui, publiées dans un journal, auraient abouti à une poursuite judiciaire pour diffamation ? Le discernement est alors une qualité indispensable pour tout internaute désireux de ne se laisser abuser par aucun des deux camps. De même, les recours abusifs à la religion³⁴ et au sectarisme racial ne laissent pas d'être préoccupants : il suffirait d'un rien pour embraser les rivalités interethniques. Des réformistes n'ont-ils pas évoqué le métissage du Premier ministre, indo-malais, pour justifier le limogeage d'Anwar, un Malais "pure souche" et donc plus légitimement représentatif de son pays ? Et qu'importe si, ce faisant, ils s'aliénaient le soutien de possibles sympathisants d'origine indienne... Mais les sites progouvernementaux n'étaient pas davantage des modèles de crédibilité et de respectabilité³⁵, seule une infime minorité contribuant à relever le niveau.

Au total, ces dérives multiples trahissent l'amateurisme politique d'acteurs évoluant dans une démocratie factice où le traitement des divergences relève encore de l'irrationnel et de l'émotionnel. La crédibilité à long terme du réseau est donc en

³² On repense à Lin Piao, dont le visage fut, après sa disgrâce, purement et simplement découpé des photos officielles, sans aucun souci de "calfeutrage"...

³³ Par la "magie" du Net, des vendeurs indonésiens coupant des *durian* pour leurs clients se muèrent en immigrants munis de machettes et semant la terreur à Chow Kit, un arrondissement de la capitale – ce qui poussa les habitants, paniqués, à se ruer dans les magasins pour faire des provisions.

³⁴ En effet, contester la crédibilité d'un Malais en tant que musulman reste le moyen le plus sûr de saper sa carrière politique, l'Islam étant le fondement de l'identité malaise.

³⁵ Cas extrême, le site *Abu Domba* prônait l'incitation aux bastonnades et aux tueries pures et simples contre les manifestants, dans la lignée de la radio rwandaise des 1000 collines.

jeu, mais la perspective d'un débat "dépassionné" est envisageable depuis l'apaisement relatif consécutif à la fin du second procès d'Anwar. Et l'attrait exercé par ce médium, redoutable faiseur d'opinion pour le meilleur et pour le pire, demeure un gage de longévité dans un avenir prévisible.

In fine, l'affaire Anwar aura rendu l'Internet incontournable sur la nouvelle scène politique malaysienne, et sa responsabilisation dépendra de la capacité des médias "autorisés", aujourd'hui surréglementés et autocensurés, à jouer leur rôle en termes d'impartialité relative. Sabri Zain estime d'ailleurs que le gouvernement, au lieu de tempêter sur le potentiel subversif du Net, devrait en profiter pour rehausser la crédibilité éteinte des médias locaux et automatiser le fonctionnement des sites officiels afin d'améliorer la réceptivité de l'administration aux doléances des autorités locales et des citoyens. N'en va-t-il pas, au fond, de la reconnaissance des médias et de la reprise de leurs ventes, dont le déclin brutal (-50% pour le *New Straits Times*) est le fruit de la méfiance du lectorat et du boycott systématique orchestré par les partisans d'Anwar? L'effet d'entraînement est en tout cas probable : on en voit déjà les prodromes avec des sites plus matures et plus indépendants, dignes d'un véritable médium alternatif³⁶. Les partis politiques d'opposition se sont également engouffrés dans la brèche, qu'il s'agisse du DAP, du PAS ou du *Keadilan*. Loin du rôle de stimulus économique prévu par le gouvernement, le Web devrait contribuer à moderniser la culture politique, en incitant les Malaysiens à débattre des décisions gouvernementales au lieu de les prendre pour argent comptant. Cela permettra d'éliminer les vestiges de la société traditionnelle centrée sur les sultanats – une société où l'admiration pour les détenteurs de l'autorité, perçus comme des protecteurs et des aînés empreints de sagesse, annihile tout esprit critique et tout défi au pouvoir, le défi étant considéré comme une preuve d'ingratitude. La modernisation de la culture politique permettra également d'inclure un troisième acteur dans un dialogue jusqu'alors bilatéral entre les secteurs public et privé : la communauté des citoyens, dont l'indépendance d'esprit croissante explique aussi la popularité du réseau, véritable vecteur de l'expression d'opinions plurielles, dans le respect des différences. Avec l'avènement de la "démocratie en ligne", la disponibilité de données non censurées a atténué les effets de la censure dans les médias officiels – une censure qui devrait devenir vaine à mesure que s'accroissent les connexions au réseau.

L'Internet est donc destiné à donner tout son sens aux concepts de "gouvernance" et de citoyenneté – pourvu que l'ouverture, la justice et la confiance mutuelle soient au rendez-vous. Reste à savoir si l'opinion publique et le gouvernement sont réellement prêts pour l'avènement de la transparence et de la responsabilité. Car la liberté de circulation de l'information n'est pas encore considérée comme essentielle au bon fonctionnement d'un gouvernement démocratique. Il n'empêche : contrairement à la crise politique de 1986-87, le mouvement *Reformasi* issu de la crise de 1998 aura pu profiter de l'Internet pour se pérenniser et mobiliser, bien au-

³⁶ A l'image de *freeMalaysia*, *Saksi*, *the Malaysianet*, *Aliran*, ainsi que les "mailing lists" *Berita Malaysia* et *Bungaraya*.

delà de la classe moyenne, le soutien de toutes les catégories sociales. Pour la première fois, le Net aura su contester efficacement le monopole du gouvernement sur la vérité : désormais, la version officielle n'est plus la seule à avoir voix au chapitre.

2. Les médias traditionnels

Mais l'Internet n'a pas constitué la totalité de ce "bouillonnement" malaysien. Ainsi, trois journaux en langue malaise – *Harakah*, ce qui est logique, mais aussi *Eksklusif* et *Warta KL*³⁷ – ont préféré Anwar ou l'idéologue du PAS Nik Aziz Nik Mat au Premier ministre, de même qu'une poignée de magazines³⁸ aux titres parfois provocateurs, qui n'ont pas hésité à donner la parole aux hommes politiques de l'opposition. *Harakah*, l'organe du PAS dont la publication mensuelle est passée de 8 à 2 numéros par décision du ministère de l'intérieur en mars 2000, a décidé de contre-attaquer en poursuivant en justice ledit ministère³⁹. Ce journal, qui s'enorgueillit de l'un des plus importants tirages du pays⁴⁰, jouit également d'un grand succès sur le Net : selon Zulkifli Sulong, son rédacteur en chef, les deux sites web⁴¹ permettent une édition quotidienne et reçoivent 2 millions de visiteurs par mois. L'action de *Harakah* s'inscrit dans le prolongement d'une pétition signée en 1999 par 600 journalistes malaysiens, appelant le gouvernement à abroger les lois restreignant la liberté de la presse – une action restée sans suite. De même, le 3 mai 2000, journée mondiale de la liberté de la presse dont profita *Harakah* pour annoncer sa décision d'intenter un procès au ministère de l'intérieur, l'association des rédacteurs en chef des médias en langue chinoise a à son tour appelé le gouvernement à abroger l'arsenal législatif anti-médias, dont le "fameux" *Printing Presses and Publications Act* (PPPA), tout en attirant l'attention du public sur les procès en diffamation abusivement intentés contre les journalistes pour un total de plusieurs millions de ringgit. De plus, la liberté dont jouissent pour l'heure les journaux en ligne a relancé le débat sur l'injustice d'une législation à deux vitesses pour la même industrie⁴². Le rapport à la presse est également biaisé selon qu'il s'agit du courant complaisant ou réformiste. Ainsi, Ahmad Lufti Othman, ancien

³⁷ *Harakah* revendique 300 000 exemplaires par numéro, soit une multiplication par 5 en 3 ans, les deux autres titres réalisant un tirage compris entre 100 et 260 000 exemplaires – une performance à faire pâlir d'envie la presse officielle.

³⁸ Tels que *Detik* qui, jusqu'à son interdiction, vendait 50 000 exemplaires par mois.

³⁹ Selon Hishamudin Yahya, de *Harakah*, le journal ne peut contrôler les ventes du titre, théoriquement réservé aux membres du PAS, et ne méritait donc pas cette sanction.

⁴⁰ 500 000 exemplaires par numéro avant les limites imposées à la publication, environ 270 000 depuis.

⁴¹ *Harakah.com* et *harakahdaily.com*.

⁴² Comme l'a remarqué Shaila Koshy, du quotidien *Star*, une lacune dans le PPPA a permis à la presse en ligne et aux pages web d'opérer sans avoir besoin de licence : un avantage comparatif dont ils ont su tirer amplement parti.

rédacteur en chef de *Detik*, a exigé le 1^{er} juin 2000 le retrait des kiosques du bimensuel de l'UMNO, *Wawasan Merdeka*, pour avoir violé le PPPA⁴³, tout en déclarant que le ministère de l'intérieur était partial dans l'application de cette loi⁴⁴.

La télévision n'est pas en reste dans ce chorus protestataire, comme en témoigne *Dateline Malaysia*, un *talk show* initié en novembre 1998 par ntv7⁴⁵, à l'époque où le désaveu des médias officiels atteignait son apogée. Ce programme s'est donc mué en tribune de libre expression sur tous les sujets, même les plus sensibles : interdits politiques, politique économique, manifestations, rôle de l'Islam, justice, ISA... Il s'agissait de reconquérir une opinion désaffectée, de faire une expérience tout en limitant les dégâts pour reprendre l'analyse de l'économiste K. S. Jomo⁴⁶ : une libéralisation contrôlée servant de soupape de sécurité au mécontentement populaire croissant. Car ntv7 est détenue par Effendi Norwawi, vice-président du *Parti Bumiputra Sarawak*, une composante du BN : un bémol significatif aux déclarations de neutralité et de droit de parole pour tous. Il n'empêche : les 60 à 600.000 téléspectateurs des foyers urbains contemplant une scène inédite : la présence d'opposants et de représentants du gouvernement sur le même plateau. Même si les commentaires restent mesurés, *Dateline Malaysia* demeure l'une des rares émissions à refuser l'inféodation pure et simple au régime – tout en faisant de fait partie du sérail. Un début, certes timide, mais qui tire le meilleur parti d'un dispositif réglementaire par ailleurs contraignant.

In fine, ce bouillonnement médiatique fait écho au combat mené dès 1961 par Said Zahari, alors rédacteur en chef de *Utusan Melayu*, qui lança un mouvement de grève pour résister à la reprise du journal par l'UMNO⁴⁷ : il marquait là le début de la lutte pour la liberté de la presse – un combat toujours d'actualité 40 ans plus tard⁴⁸, dans

⁴³ Qui stipule que doivent figurer sur la première ou la dernière page du journal les noms et adresses de l'éditeur et de l'imprimeur ; de plus, un numéro de permis doit être délivré par le ministère de l'intérieur, et les organes des partis politiques ne peuvent être distribués aux non-membres.

⁴⁴ Le ministre de l'intérieur, Abdullah Badawi, a lui même fait publier *Al-Haq*, sans juger bon de faire une demande de permis...

⁴⁵ Une chaîne privée qui, en tant que telle, échappait au délégué politique préposé à la censure des émissions.

⁴⁶ Voir JOMO, K.S. & FELKER, Greg, *Technology, competitiveness and the State, Malaysia's industrial technologies policies*, Londres, Routledge, 1999, 288 p. ; JOMO, K.S., FELKER, Greg & RASIAH, Rajah, *Industrial technology development in Malaysia*, Londres, Routledge, 1999, 416 p.

⁴⁷ Taxé de communiste par le Premier ministre de l'époque Tunku Abdul Rahman, il fut exilé à vie – une sentence finalement levée en 1989 par Mahathir – et partit pour Singapour où, après avoir milité pour la formation du *Parti Rakyat Singapura*, il fut à nouveau taxé de "rouge" par Lee Kuan Yew et passa 16 ans en prison, plus une année supplémentaire en exil à Pulau Ubin.

⁴⁸ Cf. la reprise du groupe chinois *Nanyang Press* par le MCA (*Malaysian Chinese Association*), le parti chinois de la coalition au pouvoir.

un contexte où les intérêts acquis de nombreux rédacteurs en chef font de l'indépendance des lignes éditoriales un vœu pieux. Il n'empêche : l'intransigeance de ce Mandela malaysien, pour lequel la justice et la vérité ne sauraient être des concepts à géométrie variable, demeure plus que jamais nécessaire, et ce "guerrier du quatrième pouvoir", qui ne sacrifia jamais la liberté de la presse au nom de son confort personnel, inspire encore, à n'en pas douter, les militants du nouveau millénaire. Militantisme qui a trouvé son incarnation dans les acteurs du mouvement *Reformasi*.

2. LE MOUVEMENT *REFORMASI* OU LE SEISME POLITIQUE

Peu libéral, le climat politique en Malaysia se prêtait "naturellement" à la confrontation. Mais la violence policière qui en découla fut d'autant plus choquante qu'elle contrastait fortement avec le pacifisme affiché des partisans de la réforme politique ou *Reformasi*.

1. Les prémices d'un nouveau mouvement social

Choquée par le déroulement de l'affaire Anwar, la conscience politique de la population, longtemps anesthésiée par les années de forte croissance, s'est lentement réveillée, nourrie par une frustration croissante à l'égard des abus de pouvoir caractérisés de la coalition gouvernementale⁴⁹. Ce sentiment d'injustice, alimenté par un constat d'impunité de la classe politique, a fait naître un nouveau slogan (KKN pour corruption, collision et népotisme, un condensé des maux affectant la culture politique malaise), de nouvelles formations politiques (le mouvement pour la justice sociale *Adil* et son héritier, le *Partai Keadilan Nasional*, PKN, Parti de la Justice nationale, dirigé par le Dr Wan Azizah Wan Ismail, l'épouse d'Anwar), et un nouveau mouvement : *Reformasi* – un appel à la démocratisation politique, économique et au changement social, un condensé de justice, de liberté⁵⁰, de responsabilité, de transparence et de dignité retrouvée⁵¹. Autant de grands principes invoqués pour susciter un débat sur la nécessaire redéfinition du consensus

⁴⁹ Quelques mois avant le limogeage d'Anwar, la victoire du PAS lors d'une élection partielle dans l'Etat de Perlis constituait déjà le prodrome d'une désaffection de plus en plus visible à l'égard du pouvoir en place.

⁵⁰ Ces deux principes sont au cœur de la proclamation d'indépendance proclamée le 30 août 1957 par Tunku Abdul Rahman : "The nation shall be founded upon the principle of liberty and justice" (in S. ZAIN, "Independence Day", *Sabri Zain's Reformasi Diary*, 30.III.1999).

⁵¹ Le concept même de dignité ou *maruah*, au cœur de la psyché malaise, a été heurté de plein fouet par le mépris ostensible d'autorités ignorantes, le caractère sordide des gros titres, la brutalité de la police et l'infamie du système judiciaire : une honte qui, en soulignant la passivité complaisante de l'opinion, pouvait être partagée par tous.

sociopolitique, sur des bases moins quantitatives (croissance économique au service d'une redistribution aléatoire) que qualitatives (démocratie participative, recréation de contre-pouvoirs réels, justice sociale via une politique de développement durable) : un schéma revendicatif inédit dans un contexte social jusqu'alors figé par la hantise d'affrontements interethniques. Au-delà de la figure d'Anwar, érigée en symbole de tous les mécontentements, ce climat contestataire a fait resurgir la pluralité d'opinions et la pugnacité nécessaires à toute réforme véritable. L'intérêt du mouvement réside dans la coopération entre l'opposition parlementaire – avec la formation du *Barisan Alternatif* incluant le PKN, le PAS, le DAP et le PRM – et une société civile électrisée par des citoyens "ordinaires", opposés à l'iniquité du système judiciaire malaysien. Une iniquité révélée dans toute son ampleur pendant les deux procès d'Anwar⁵² qui ébranlèrent sérieusement la légitimité et la crédibilité du gouvernement⁵³.

Le mouvement *Reformasi* prit son envol après le limogeage d'Anwar : des dizaines de milliers de personnes bravèrent les avertissements policiers pour l'entendre dans les états de Penang, Kedah, Malacca, Negeri Sembilan et Johore. Le 20 septembre 1998, Anwar rassembla entre 40 et 60.000 personnes pour un discours à la grande mosquée de Kuala Lumpur appelant à la démission de Mahathir. Il fut arrêté le soir même. Neuf jours plus tard, il réapparaissait avec de nombreuses ecchymoses dont le fameux œil au beurre noir, après avoir été battu comme plâtre par le numéro un de la police nationale, Rahim Noor. Suprême affront, Mahathir alla même jusqu'à suggérer qu'il s'était lui-même infligé ses blessures. Conscients de l'érosion de la démocratie, les Malaysiens investirent massivement les rues pendant près de deux mois, inaugurant ainsi une nouvelle ère dans la pratique politique nationale.

C'est grâce à Sabri Zain, ulcéré par la couverture médiatique officielle de l'affaire Anwar, que les Malaysiens et les observateurs étrangers purent bénéficier d'un compte-rendu en temps réel du mouvement, posté sur Internet sous le titre de *Reformasi Diary*. Il convient donc d'aborder successivement les manifestations de rue, l'institutionnalisation du mouvement, l'élaboration d'un discours critique et les traits saillants du mouvement – le facteur ethnique, l'héroïsme ordinaire et le 'martyr' des OKT⁵⁴ – avant de dresser le bilan de cette expérience.

⁵² Requalification des chefs d'inculpation en cours de procès, parjures possibles en cas d'ordre, accusations forgées de toutes pièces, confessions obtenues sous la torture, retournements de témoignages, rétractations, contrats "juteux" pour les témoins coopératifs, refus de comparaître et confusion des dépositions sur fond de jalousies et de manipulations.

⁵³ En annonçant que les responsables de l'agression d'Anwar en prison n'avaient pas été identifiés, le procureur général souleva un tollé au sein même de la coalition gouvernementale, poussant Mahathir à convoquer une commission royale d'enquête qui finira par identifier le numéro un de la police nationale lui-même, Rahim Noor. Ce qui mettait indirectement en cause Mahathir, alors à la tête du ministère de l'intérieur.

⁵⁴ *Orang tena tuduh*, les accusés, également valable pour *orang kena tahan*, les détenus.

Une rébellion spontanée

Dès le 4 septembre 1998, à sa sortie de la réunion extraordinaire du conseil suprême de l'UMNO qui venait d'expulser Anwar du parti, Mahathir fut accueilli par un emballage de boisson lancé par un quidam en colère : ce premier geste de rébellion ouverte marquait déjà une rupture. Le 20 septembre, un rassemblement antigouvernemental sur la place de l'indépendance à Kuala Lumpur attira des dizaines de milliers de personnes de tous âges, de tous statuts sociaux et de toutes appartenances ethniques, bien qu'à dominance malaise. En présence d'Anwar, Wan Azizah prononça le serment du 20 septembre, qui devait faire figure de manifeste du mouvement *Reformasi*. Un manifeste qui prônait la liberté, la justice sociale et judiciaire ainsi que la lutte contre la corruption, l'oppression, la répression institutionnelle, l'abus de pouvoir et la "conspiration du mensonge" – sans oublier, bien sûr, la démission de Mahathir⁵⁵. A l'émergence de ce mouvement répondaient en écho les manifestations étudiantes de 1974 contre la pauvreté et la hausse des prix à Baling, qui avaient déclenché une vague de répression et d'arrestations dont celle d'Anwar, alors leader de l'ABIM : après une période de loyauté au pouvoir, Anwar jouait donc le rôle de Hang Jebat, le célèbre rebelle des *Sejarah Melayu*⁵⁶, afin de dénoncer les errements du BN. C'est cet héritage que Wan Azizah reprit à son compte pour peu à peu s'affirmer sur la scène politique nationale. Le 26 septembre 1998, plusieurs milliers de personnes se retrouvèrent face à face avec les forces de la FRU⁵⁷ qui, lourdement armées et épaulées par un canon à eau et un hélicoptère espion, arrêterent un jeune et fouillèrent un étudiant. A la confrontation s'ajoutèrent des formes de résistance plus symboliques comme lors de la fête des lanternes, une

⁵⁵ "We who are gathered here in Kuala Lumpur pledge to defend the freedom and sanctity of the nation to the last drop of our blood... we resolve to revive the spirit of freedom...we will not suffer injustice and oppression in the land... we will not suffer the replacement of foreign oppressors with those raised from among ourselves... we oppose all cruel and oppressive laws which deny the people their fundamental rights and freedoms... we denounce those who corrupt our system of justice... we denounce corruption, abuse of power and the conspiracy devised by a greedy elite to blind the people to the truth in order to maintain their grip on power and wealth. We raise the spirit of freedom ! We are united against oppression ! We are united in our resolve to establish peace ! Long live to the people ! Give victory to Reform ! We demand the resignation of Dr Mahathir Mohamad !" (in S. ZAIN, "The spark is lit", *Sabri Zain's Reformasi Diary*, 20.IX.1998).

⁵⁶ Les Annales malaises du sultan de Malacca, qui datent du XVI^e siècle, opposent à la loyauté (*setia*) la rébellion (*durhaka*) : personnifiées par Hang Tuah et Hang Jebat, ces deux valeurs cardinales continuent à imprégner fortement la psyché malaise et restent au coeur du système politique malaisien "moderne", ce qui lui a valu d'être taxé de néoféodalisme par des intellectuels tels que Chandra Muzaffar et Farish A. Noor. Ce schéma a cependant été remis en cause par l'assassinat de sultans, une pratique régulière sinon fréquente dans l'histoire de la péninsule malaise. Voir par exemple la traduction de BROWN, C.C., ed, *Sejarah Melayu, Malay annals*, introduction de R. ROOLVINK, Singapour, Oxford University Press, 1970, 273 p.

⁵⁷ *Federal Reserve Unit* : police anti-émeutes.

procession chinoise qui prit un tour plus politique le 5 octobre 1998 sous le patronage du groupe de défense des droits de l'homme *Suaram* : entre 100 et 150 personnes se rassemblèrent pour rappeler le caractère pluriethnique du pays et la convergence d'intérêts des différentes communautés dans un climat de tensions et d'incertitude. Dans tous les cas, l'objectif restait de ne donner à la police aucun prétexte pour intervenir.

De nombreuses stratégies de contournement et d'évitement furent donc mises en œuvre, à commencer par "l'invitation au *shopping* " lancée le 10 octobre à Kuala Lumpur par les réformistes, décidés à mobiliser leurs partisans sans enfreindre l'interdiction des rassemblements "illégaux " décrétée par les autorités⁵⁸. Des dizaines de milliers de personnes répondirent à l'appel, investissant les rues dans une ambiance festive et revendicative. Plus tard dans la soirée, les manifestants se retrouvèrent bloqués par la FRU et entamèrent un *sit-in* en guise de protestation pacifique. Dans un climat tendu et après des négociations houleuses, la police ordonna à la foule de se disperser, ce qu'elle fit après vingt minutes de silence provoquant destiné à marquer sa capacité de résistance à l'intimidation et son refus de l'affrontement. Un pacifisme que Mahathir chercha à ternir en affirmant que "certains groupes " fomentaient le chaos dans le pays, ce qui justifiait l'escalade dans la répression. Ainsi, les déploiements et les démonstrations de force de la police se firent de plus en plus voyants.

Cela n'empêcha pas quelque 5000 personnes de se rassembler le 17 octobre à Kuala Lumpur pour réclamer justice pour Anwar et la démission de Mahathir : la colère, qui dépassait désormais la peur du gouvernement et de ses menaces, allait alimenter pour les mois à venir la contestation, encore renforcée par les abus d'une police forte de son impunité. Le 24 octobre, ultérieurement baptisé la "nuit de la terreur ", de nombreux manifestants furent sauvagement battus et arrêtés sous les yeux d'une foule en colère, elle-même décimée par un canon à eau répandant de la pluie acide. Dans la soirée, des gaz lacrymogènes enfumèrent la mosquée de Kampong Baru où s'étaient réfugiés des manifestants : au cours de cette seule nuit, 300 manifestants furent arrêtés et au moins 12 autres hospitalisés. Une telle réaction, dictée par l'ordre de "nettoyer les rues " à tout prix, contrastait violemment avec la non-violence de la foule, à peine émaillée par quelques jets de pierres. En semant la terreur, la stratégie de la police ne faisait qu'exacerber les mécontentements et légitimer l'action des "Anwarites "⁵⁹, qui n'oubliaient pas leur icône : dès le début du premier procès, des queues se formèrent chaque matin devant la haute cour de justice, ce qui leur permettait de rappeler l'importance d'une justice équitable⁶⁰. La

⁵⁸ Cette disposition, clairement anticonstitutionnelle, faisait encourir aux contrevenants jusqu'à un an de prison et 10 000 ringgit d'amende.

⁵⁹ Il convient de rappeler que, outre les centres communautaires, les mosquées et l'Internet, la rue constituait le rempart ultime contre l'oppression.

⁶⁰ Le mouvement s'est également mobilisé en faveur de Lim Guan Eng, fils du président du parti chinois d'opposition DAP, arrêté puis condamné pour avoir osé critiquer la conduite du Premier ministre de son Etat : fin mars 1999, alors que sa demande en grâce venait d'être

force de conviction et la persévérance du mouvement lui ont ainsi permis de résister à la cabale médiatique grotesque l'accusant d'être à la solde de la presse étrangère et/ou de la CIA.

Le 13 avril 1999, la veille du prononcé du verdict, plusieurs centaines d'étudiants organisèrent une veillée aux chandelles : quatre d'entre eux furent arrêtés. Le 14 au matin, des milliers de personnes convergèrent vers la haute cour mais furent bloqués dans leur progression par des centaines de policiers positionnés à tous les points d'accès à la Place de l'Indépendance. L'annonce de la condamnation d'Anwar à 6 ans de prison n'en circula pas moins et, loin de décourager la foule, la conforta dans sa détermination à poursuivre la lutte. Deux assauts policiers à la pluie acide échouèrent à la disperser ; à la vue de quatre manifestants sauvagement battus, dont Tian Chua⁶¹, un leader du PKN, la colère monta d'un cran. Mais une nouvelle attaque de pluie acide eut raison des dernières résistances : ce jour-là, 90 personnes furent arrêtées. Le 17 avril cependant, deux douzaines d'étudiants, d'avocats, de journalistes, de membres d'ONG, du PRM et du PAS se rassemblèrent pour une veillée aux chandelles à l'extérieur du poste de police où Tian Chua était détenu : deux militants désireux de voir Tian furent menottés, arrêtés puis relâchés 4 heures plus tard. Le 11 septembre 1999, environ 2000 personnes se rassemblèrent devant la mosquée nationale pour protester contre l'empoisonnement d'Anwar à l'arsenic⁶². Cette révélation était d'autant plus frappante qu'elle reflétait l'état même de la culture politique, gangrenée par les fossoyeurs de la démocratie tels que l'ISA, l'OSA, la FRU, l'UMNO et TV3.

Le 19 septembre 1999, une manifestation de masse rassembla de l'ordre de 20 000 personnes dans l'enceinte de la mosquée nationale de Kuala Lumpur afin de remettre un mémorandum au Roi réclamant la justice, la fin de l'oppression et la paix – autrement dit, la fin de la cruauté et de l'hypocrisie du système. Alors que la foule s'apprêtait à quitter l'enceinte de la mosquée, des hommes de la FRU attaquèrent violemment les dirigeants des banches "jeunesse" du PRM (Faizal Sanusi et Hassan Karim), du PAS et du PKN (Tian Chua) : à la colère de la foule répondirent des coups de feu et des projections de bombes lacrymogènes, ce qui créa une confusion indescriptible et repoussa les manifestants dans l'enceinte de la mosquée, transformée en véritable camp retranché. Confrontés à une énième altercation avec la police, les Anwarites refusaient de céder, conscients que la bataille pour

rejetée par le *menteri besar* de Malacca, environ 100 personnes se rassemblèrent devant la haute cour pour réclamer justice, tandis que 300 000 personnes signèrent une pétition en faveur de sa libération. Lors d'une réunion organisée par le PRM en avril 1999, son secrétaire général Sanusi Osman dénonça l'injustice de son traitement.

⁶¹ Il fut arrêté dans la journée et battu à trois reprises au point d'en être méconnaissable. Il fut également accusé de tentative de suicide pour s'être assis devant un camion à eau afin de l'empêcher d'attaquer la foule.

⁶² Le 10 septembre 1999, une dépêche de CNN annonçait que, selon une analyse effectuée par un laboratoire australien, l'urine d'Anwar contenait un taux d'arsenic 77 fois supérieur à la normale. La défense d'Anwar n'ayant pu fournir de preuves supplémentaires de ces accusations, l'affaire en resta là.

l'indépendance et la liberté était encore loin d'être gagnée. Leur résistance fut galvanisée par le soutien d'autres sympathisants à l'extérieur et par l'annonce que Nurul Izzah, la fille aînée d'Anwar, et Mohamed Ezam Nor (ancien secrétaire d'Anwar et leader du PKN) avaient bien remis le mémorandum au Roi. Alors que la foule sortait de la mosquée et commençait à se disperser, elle fut chargée par les forces de l'ordre, ce qui mit fin au rassemblement. Plus d'un an après le limogeage d'Anwar, le régime entendait montrer qu'il ne céderait pas un pouce de terrain, pas plus, d'ailleurs, que l'opposition réformiste. Dès lors, il était temps d'investir en profondeur le champ institutionnel afin d'enrayer les dérives de plus en plus dictatoriales du système.

2. L'investissement du champ politique

Vers une politique de partis

De fait, le mouvement sut s'infiltrer partout : au sein des partis d'opposition et de l'UMNO⁶³, des ONG, des cours de justice, dans les cafés et dans les rues. La participation au jeu institutionnel était donc nécessaire pour faire entendre de manière plus structurée la voix du changement. Le 16 janvier 1999 naissait l'*Adil* au cours d'une cérémonie où se mêlèrent Malais et Chinois, venus écouter Tuan Haji Mahfuz Haji Omar du PAS, Lim Kit Siang et Karpal Singh du DAP, Zainur Zakaria et Christopher Fernando de la défense d'Anwar, le Dr Syed Husin Ali⁶⁴ du PRM⁶⁵ et bien sûr Wan Azizah : une "union sacrée" qui scellait la détermination du mouvement à ne pas céder aux pressions et à articuler politiquement les revendications des récentes manifestations, afin de montrer que le *statu quo* hérité de l'indépendance⁶⁶ n'avait plus lieu d'être. Influencé par la globalisation des moyens de communication, le contexte sociopolitique et les mentalités avaient évolué : les villes, villages, écoles et mosquées étaient devenus autant de lieux de contestation de l'UMNO, dont la suprématie connaissait sa première remise en cause populaire. A la défiance s'ajoutait le mépris pour un gouvernement sclérosé qui n'hésitait pas à raviver les tensions ethno-religieuses pour se maintenir au pouvoir. Les révélations de Rahim Noor accrurent encore la mobilisation du mouvement, qui étendit peu à

⁶³ Dès 1998, 45 membres de l'UMNO, dont Ruslam Kassim, l'ancien directeur de la branche "jeunesse" pour le Negeri Sembilan arrêté dans la maison d'Anwar le 20 septembre 1998, encourageaient l'expulsion pour leur implication dans le mouvement réformiste : les caciques du parti craignaient une vague de défections fatales à terme pour le parti.

⁶⁴ Arrêté sous le coup de l'ISA en 1974, il passa 6 ans en prison, dont près de 2 avec Anwar.

⁶⁵ Seul parti véritablement pluriethnique du pays, le PRM avait déjà inscrit le principe de *Reformasi* dans son programme électoral de 1995.

⁶⁶ Un *statu quo* qui a permis à l'histoire de se répéter, puisqu'en expulsant Anwar, Mahathir reproduisait ce qu'il avait lui-même subi en 1969 lorsqu'il avait été exclu de l'UMNO pour avoir critiqué l'absence de fermeté de Tunku Abdul Rahman lors des émeutes antichinoises.

peu son influence en dehors de la capitale. Le 6 mars 1999, Wan Azizah prononçait son premier discours dans l'état de Johore, un fief traditionnel de l'UMNO, lors d'une réunion politique informelle (*ceramah*) organisée par le PRM, qui attira quelque 10 000 personnes – jeunes, étudiants, avocats et écrivains plus sensibles aux grands principes qu'au prosaïsme politique propre au pouvoir et axé sur l'allégeance partisane, les analyses économiques, l'instrumentalisation des tensions ethniques et les projets de développement mégalomanes.

Le 4 avril 1999 naissait le PKN, une formation au service de la vérité, de la justice et d'une nouvelle manière de faire de la politique qui se voulait pan-malaysienne, au-delà des considérations d'ethnie et de religion. Car une force unificatrice (*wadah pemersatu*) était bel et bien en gestation : dirigeants réformistes, intellectuels, militants sociaux, membres du PKN, du PAS, du PRM et du DAP devaient œuvrer de concert pour former une opposition parlementaire forte et une alternative crédible au BN, axée sur la défense du bien commun. Le 11 avril 1999, Wan Azizah lançait son parti dans l'État de Johore en compagnie de ses trois alliés politiques. Le 23 mai, elle réitérait l'opération dans l'état de Pahang, en dépit du retrait *in extremis* des autorisations policières et municipales et de la coupure d'électricité sur le site de rechange – ce qui ne découragea pas les dizaines de milliers de personnes venues assister à l'événement pour partager leur volonté de changement. *In fine*, l'expansion croissante du PKN marquait le passage de la colère à l'apprentissage (des leçons du mouvement) et à l'enseignement (des valeurs à défendre). Pour les réformistes, la célébration de la fête nationale, qui commémore l'accession à l'indépendance le 30 août 1957, fut en 1999 l'occasion de rappeler que l'indépendance ne valait rien sans liberté : la liberté d'expression et de rassemblement pacifique⁶⁷.

La systématisation du discours critique

Par une critique méthodique du système, le mouvement a montré qu'il voyait plus loin que l'hypothétique départ de Mahathir. Car renverser le Premier ministre par les urnes sans remettre en cause le système sur lequel il s'appuie serait vain. La violence de la police à l'encontre des manifestants, la tragi-comédie que fut le procès d'Anwar, les détentions arbitraires sans procès permises par l'ISA, la pratique de la torture pour faire changer d'avis les détenus, la prostitution des médias⁶⁸, le comportement innommable du chef de la police et le pillage des richesses nationales

⁶⁷ Cette dernière liberté est théoriquement garantie par la constitution : "Every citizen has the right to freedom of speech and expression ; All citizens have the right to assemble peacefully and without arms" (*Constitution fédérale de la Malaisie*, Partie II, Les libertés fondamentales, art.10, clause 1, § a) et b).

⁶⁸ Rustam Sani, un dissident de l'UMNO, n'a pas mâché ses mots en écrivant dans *Harakah* en janvier 1999 : "During these times, they have become instruments of propaganda, behaving unethically, immorally and shamelessly. Their writings and analyses have shown that they don't respect the intelligence of their readers, whom they consider incapable of doing their own thinking". (in S. ZAIN, "All Honourable Men", *Sabri Zain's Reformasi Diary*, 13.III.1999).

ont nourri la dénonciation de l'autoritarisme et de la violation des droits humains. Dans un pays où les lois ne garantissent pas une justice équitable, la critique du système judiciaire était essentielle : le 15 mars 1999, lors d'un forum du DAP sur le droit et la justice, Sanusi Osman du PRM insista sur le détournement des lois qui, de la protection de la justice et de la liberté, étaient passées à leur répression, à l'image de l'ISA, caractérisé par l'extension opportune de son champ d'application à tous les "dissidents", et du *Police Act*. La crise du règne de la loi s'est également fait sentir, comme l'a rappelé Chandra Muzaffar⁶⁹, lors des élections partielles de Sabah début 1999, qui virent l'UMNO utiliser toute la logistique et les fonds du gouvernement pour l'emporter. Ce qui soulignait, au-delà de la violation des lois électorales, le mépris des règles du jeu démocratique et le féodalisme d'un système politique voulant que le processus de sélection soit fonction de la loyauté et non des capacités⁷⁰.

Lors d'une *ceramah* organisée par le PRM en avril 1999, Ruslam Kasim souleva une autre tare du système : l'immaturation politique du gouvernement qui pensait "compenser" la théorie du complot d'Anwar par celle de l'assassinat programmé du Premier ministre, recourait à des méthodes terroristes trahissant son propre effroi, et ne cherchait pas à définir un modèle de développement susceptible de réduire les disparités et les discriminations pour créer, *via* l'éducation pour tous, une véritable justice politique, économique, judiciaire⁷¹ et sociale – loin des projets grandioses aux antipodes des besoins en infrastructures des citoyens lambda⁷². Lors de la création du PKN, Wan Azizah n'hésita pas à s'attaquer au fondement même du système politico-économique : la NEP⁷³, dominée par la corruption, le népotisme et l'ego démesuré du Premier ministre. Un ego à l'origine de méga-projets néfastes pour les fondamentaux économiques et le système bancaire, ainsi rendu vulnérable aux

⁶⁹ Son renvoi, le 28 février 1999, du centre pour le dialogue des civilisations de la faculté des arts et des sciences sociales de l'*Universiti Malaya* (il ne cachait pas son soutien à Anwar), a poussé plus de 1000 étudiants à manifester et l'a propulsé dans l'action politique directe en faveur du mouvement.

⁷⁰ L'exemple le plus frappant est celui d'Ibrahim Ali, chargé des affaires juridiques au sein du cabinet du Premier ministre en dépit de son ignorance avérée en la matière.

⁷¹ La pratique de deux poids, deux mesures fut illustrée avec éclat par la différence de traitement entre Anwar et Rahim Noor, qui fut jugé un an et demi seulement après les faits et condamné en première instance à deux mois de prison et à 2000 ringgit d'amende pour avoir laissé Anwar entre la vie et la mort.

⁷² Syed Husin Ali du PRM dressa un tableau sombre de la situation en avril 1999, lors du lancement du PKN à Johore : la hausse du coût de la vie touchait les produits alimentaires, le logement, l'éducation et la santé, tandis que le chômage en hausse le disputait à la chute des salaires et des bénéfices et que le fonds de pension des employés (EPF), était pillé pour revigorer la bourse et renflouer les entreprises "amies" du régime, telles le groupe Renong.

⁷³ *New Economic Policy* : mise en place en 1971 pour établir une discrimination positive en faveur des Malais dans les domaines de l'économie et de l'éducation, elle a été reconduite entre 1990 et 2000 sous le nom de *New Development Policy* et perdure encore aujourd'hui, en dépit de critiques de plus en plus vives.

attaques spéculatives. Par ailleurs, la soif de pouvoir du BN a entraîné une crise politique et des violations répétées des droits de l'homme, dans le cadre d'un État policier proche des modèles singapourien et orwellien. Le PAS, la grande figure morale du BA, participait naturellement à cette critique : lors du lancement du PKN à Johore, le Dr Daeng Sanusi rappela que Mahathir n'était que le symbole d'un système basé sur l'oppression et l'injustice.

3. Recompositions sociales et affirmation

Le facteur ethnique

L'importance de la capacité du mouvement à transcender les clivages ethniques pour "assainir" les bases du contrat social a été soulignée par Lim Guan Eng⁷⁴ dans une lettre de prison datée du 27 mars 1999⁷⁵. En fait, l'affaire Anwar et le mouvement *Reformasi* ont suscité une double mutation en la matière : d'une part, la division de la communauté malaise s'est superposée aux clivages interethniques préexistants entre *Bumiputra*⁷⁶, Sino-malaysiens et Sino-indiens ; d'autre part, l'attractivité du mouvement, qui a largement débordé la population malaise, a permis dans une certaine mesure de rapprocher les différentes communautés en accroissant les possibilités d'interaction, jusqu'alors limitées. Il reste cependant douteux à court terme que cette deuxième tendance amortisse les effets pervers de la première⁷⁷. Il n'empêche : à l'image d'un vieux sino-malaysien lisant *Harakah*, des scènes jusqu'alors inédites distillaient l'espoir d'un changement. Sanusi Osmen du PRM nota d'ailleurs lors d'une séance "portes ouvertes", le 1^{er} février 1999, que les clivages ethniques étaient peu à peu mis de côté, et qu'un objectif commun servait d'unificateur aux différentes communautés et aux partis politiques. Le 2 février 1999, un forum sur les changements politiques en cours, qui avait lieu au *Selangor Chinese Assembly Hall*, mit en présence un auditoire chinois et des orateurs malais : Syed

⁷⁴ Fils de Lim Kit Siang, vice secrétaire général du DAP et député de Kota Melaka, il fut condamné pour sédition en avril 1997 à 3 ans de prison (une peine qu'il commença à purger après le renvoi de sa dernière procédure d'appel), pour avoir critiqué l'impunité dont avait joui Tan Sri Abdul Rahim Tamby Chik, ancien chef du gouvernement de l'Etat de Malacca et membre de l'UMNO en échappant aux poursuites dans une affaire de détournement de mineure.

⁷⁵ "If we can sustain this spirit of Malaysian consciousness long enough to break the chains of racial bondage placed by the BN government, then what I have to endure in Kajang prison will not be in vain. Instead I can rejoice that Kajang prison has made us all proud to be a Malaysian" (in S. ZAIN, "Candles in the Wind", *Sabri Zain's Reformasi Diary*, 29.III.1999).

⁷⁶ Fils du sol : Malais' de souche' et *orang asli*, les premiers habitants de la péninsule malaise.

⁷⁷ Cette crainte s'est renforcée lors des législatives de novembre 1999, lorsque le BN a dû son salut aux votes chinois, d'habitude partagés entre le MCA au pouvoir et le DAP dans l'opposition – des votes qui se sont massivement ralliés à lui en raison de son chantage au chaos et de l'alliance contre-nature du DAP et du PAS.

Husin Ali, Tuan Haji Mahfuz Omar et Rustam Sani de l'*Adil*. Le week-end précédant, le forum sur la justice organisé par le DAP à Penang avait attiré plus de 5000 personnes, dont 40% de Malais, tandis que des milliers de partisans du PAS acclamaient Lim Kit Siang du DAP à Kuala Lumpur : autant de situations qui auraient paru inconcevables seulement un an plus tôt. Fin mars 1999, un rassemblement en faveur de la libération de Lim Guan Eng était composé d'une bonne moitié de Malais, désireux de soutenir un homme qui avait défendu l'honneur et la dignité d'une jeune malaise.

Le 22 mai 1999, une *ceramah* organisée par le PRM à Sungai Nibong dans l'état de Pahang attira 15.000 personnes, dont un nombre croissant de Chinois et d'Indiens. De même, la libération de Lim Guan Eng en août 1999 fut célébrée par autant de Malais que de Chinois et d'Indiens. Lors d'une manifestation dans l'enceinte de la mosquée nationale en septembre 1999, de nombreux Chinois n'hésitèrent pas à pénétrer dans ce bastion de l'identité malaise pour prendre part à l'événement. Ces différents épisodes montrent que le changement ne peut survenir que s'il est voulu par tous ; néanmoins, le sentiment d'urgence une fois retombé avec la fin du deuxième procès d'Anwar et la reprise économique relative, le risque d'un délitement de la cohésion interethnique impulsée par le mouvement se faisait jour à nouveau.

Héroïsme ordinaire et résilience

Parallèlement à son aspect fédérateur, le mouvement a engendré son lot de héros. Des héros célèbres comme Christopher Fernando, Tian Chua, et bien sûr Wan Azizah, promue championne du mouvement, Anwar et Lim Guan Eng, à la fois héros et victimes. Mais aussi des héros anonymes : l'étudiant qui, lors d'un discours de Mahathir à Londres, lui demanda de faire des excuses à Anwar et à sa famille et lui suggéra de démissionner, au grand plaisir d'un auditoire d'abord médusé⁷⁸ ; et *in extenso*, toutes les personnes accusées de rassemblement illégal, traitées comme des criminels et fréquemment battues. Mais l'importance de l'engagement l'emportait sur la peur, pourtant justifiée.

Les prisonniers politiques (OKT) l'illustrent parfaitement : bien qu'ils aient utilisé leur droit constitutionnel à s'exprimer et à se rassembler pacifiquement, ils ont été

⁷⁸ L'agent de sécurité qui permit à des manifestants blessés de se réfugier dans l'enceinte d'une entreprise au grand dam de leurs poursuivants policiers ; le surveillant qui refusa à la police l'entrée d'un *fast food* où des étudiants s'étaient réfugié ; le retraité indien qui, la nuit de l'arrestation d'Anwar, transporta à l'hôpital un jeune homme qui, après avoir été battu par un policier, avait perdu connaissance ; le chauffeur de taxi qui, dans la nuit du 24 octobre 1998, sauva un homme pourchassé des heures durant par la police ; l'employée qui annonça par l'Internet un important déploiement policier sur le lieu prévu d'une manifestation et qui, pour éviter une tragédie, prit le risque de s'identifier pour rendre crédible son avertissement. Cette récréation improvisée de sanctuaires, terres d'asile inviolables par le pouvoir temporel, tranchait avec l'enfumage par des gaz lacrymogènes en septembre 1998 de la mosquée nationale pour faire sortir les "rebelle".

brutalement dispersés, détenus dans des conditions inhumaines et soumis à l'arbitraire du système judiciaire. Et cette injustice ne s'arrêtait pas là : à la libération succédaient souvent le licenciement, l'ostracisme sur le lieu de travail ou l'abandon par les proches, également touchés par les opérations de "représailles". Financièrement, moralement et juridiquement démunis, ils pâtissaient de surcroît de l'image de casseurs véhiculée par les médias locaux, aux antipodes de leur réalité de gens "ordinaires", "d'antihéros" ayant fait le pari risqué de choisir le bon camp au regard de la justice. En remplaçant la ruse célébrée dans le *Sejarah Melayu* par une bravoure et une solidarité à toute épreuve, les prisonniers politiques écrivaient une nouvelle page, douloureuse, de l'épopée malaysienne. Car ils furent victimes de la fourberie des forces de l'ordre⁷⁹ : 331 personnes furent arrêtées en relation avec les manifestations de masse, accusées de rassemblement illégal selon les termes de la section 27 du *Police Act* et transformées en "vedettes" d'une série de huit procès. Ayant parfois vécu des séjours traumatisants en prison avant de pouvoir être libéré sous caution, les OKT, par leur apparence inoffensive, tranchaient avec la brutalité de leur traitement. Jeunes filles à peine majeures, vieillards, hommes et femmes d'âge moyen, parents et enfants, cadres supérieurs du secteur privé, fonctionnaires, enseignants, hommes d'affaires et juristes : l'ensemble du spectre social était représenté, et tous avaient dû subir la violence, la lâcheté, l'hypocrisie du discours officiel, le retard délibéré des soins médicaux dispensés en prison, les insultes au service d'une guerre d'usure psychologique, l'assimilation avec les criminels et les communistes, la dureté et l'arbitraire des conditions de détention, l'infiltration des cellules par des agents espions et, pour les étudiants, la suspension des bourses universitaires et l'impossibilité de se rendre à la convocation pour retirer leur diplôme. Les procès des OKT furent également exemplaires : jugés "en série" (à 126 pour les manifestations du 17 octobre 1998 et à 178 pour celles du 24), ils étaient sommés d'être présents quotidiennement même s'ils n'étaient pas cités à comparaître et, en dépit de l'absurdité économique d'une telle mesure, tout contrevenant encourait une arrestation pure et simple. Dans leur malheur, les OKT furent épaulés par 40 avocats du centre d'assistance juridique du barreau, choqués par l'injustice patente dont ils étaient victimes. En dépit de ces épreuves, aucun OKT n'éprouva de regret *a posteriori*, bien au contraire : elles avaient renforcé leur détermination, cimenté leur engagement en faveur de la justice et légitimé leur combat, les muant en porte-parole de la majorité silencieuse. Ce militantisme s'est doublé d'un bel esprit d'initiative, mis au service des leurs en difficulté : un travail de longue haleine destiné à panser les plaies ouvertes par la police et, *in extenso*, par les dérives du système.

⁷⁹ Le 17 octobre 1998 par exemple, de nombreuses personnes furent agressées et 130 arrêtées sur le chemin de retour du Palais royal, alors qu'elles venaient de remettre au roi un mémorandum.

4. Bilan

Personne, pas même Mahathir, n'a su prévoir qu'en l'espace de quelques semaines l'arrestation d'Anwar provoquerait, bien au-delà d'un destin individuel, la colère de toute une nation. Le mouvement *Reformasi* est donc parvenu à galvaniser la population, indépendamment de l'appartenance ethnique. Cet enjeu politique nouveau, le plus important depuis l'indépendance du pays, n'était et n'est pas devenu une polémique "raciale" en dépit des manœuvres du gouvernement allant dans ce sens. De plus, l'absence de coordination dans les premiers jours d'octobre 1998 n'a en rien entravé les manifestants qui, sans consignes spécifiques, ont laissé leur conscience et leur désir de justice décupler leur puissance revendicative. Privés de médias objectifs, de fora publics et d'élus indépendants, ils n'avaient d'autre solution que de s'emparer de la rue. Ce mouvement entraîna un réveil, une prise de conscience massive, une rupture politique qui remettait en cause, même temporairement, l'apathie des générations précédentes. Reflet de la maturité nouvelle du paysage politique malaysien, l'apparition de groupes de pression au service d'intérêts minoritaires marquait les débuts du *lobbying* politique, ce qui, au-delà des préoccupations ciblées⁸⁰, venait enrichir le débat public en relayant "les opinions et les besoins du peuple sans esprit partisan"⁸¹. Quitte à pointer du doigt, à l'instar de Wong Chin Huat du Comité en faveur des organisations sino-malaysiennes, les carences d'une démocratie formelle telles que l'inféodation du Parlement au gouvernement – un gouvernement qui, en s'arrogeant de facto le pouvoir législatif, dénature les débats à l'assemblée. Gageons que cette nouvelle tendance saura résister aux tentations isolationnistes dictées par une logique minoritaire défensive pour contribuer au militantisme accru de la société civile et à la socialisation des groupes minoritaires par la reconnaissance explicite de leurs particularismes.

En dépit de cet héritage, le mouvement s'est rapidement heurté à ses propres limites. Il n'a pas su attirer suffisamment de non-Malais, et l'apathie, un concept historique récurrent qui expliquerait à la fois la colonisation, la corruption du gouvernement et le discrédit des institutions judiciaire, médiatique et policière, a également freiné les forces de changement – et l'issue du combat entre l'apathie et la défense de la dignité est pour le moins incertaine. De plus, le mouvement n'a guère pu compter, sauf exception, sur le soutien de l'élite intellectuelle du pays, comme l'attesta en mars 1999 l'interdiction par la direction de l'*Universiti Malaya* d'un forum sur les intellectuels publics et les défis contemporains : une interdiction qui trahit la faiblesse et le silence coupable de l'intelligentsia dans un contexte – crise politique et violation inédite des droits humains – qui aurait normalement dû indigner les écrivains, universitaires, juges, élus, hauts fonctionnaires et autres rédacteurs en

⁸⁰ Comité en faveur des organisations sino-malaysiennes, Groupe des citoyens inquiets, porteur des "revendications des Malaysiens d'origine indienne pour un meilleur avenir", Organisation des femmes...

⁸¹ S. OORJITHAM, "Les citoyens prennent la parole", traduit dans *Courrier International* n°524, 16-22.XI.2000.

chef. Dans cet océan d'auto-aveuglement, les prises de position de Chandra Muzaffar, tout comme les protestations d'étudiants et de collègues suite à son expulsion, tranchèrent avec la norme, faite de discrétion et de silence, au mépris des libertés individuelles et des droits humains les plus élémentaires. *In fine*, le signe ultime des limites du mouvement fut révélé en novembre 1999, lorsque le BA ne put ravir au BN sa majorité des deux tiers. Car même si les pressions et les manœuvres frauduleuses contribuèrent grandement à la victoire du BN, peut-être faut-il également y voir une certaine impréparation de l'opposition, préjudiciable à la crédibilité recherchée. Le mouvement *Reformasi* aura donc concentré le meilleur – l'euphorie des manifestations de masse, les aspirations au changement – et le pire – la brutalité de la répression policière et la difficulté d'évaluer son impact réel sur l'avenir politique du pays. Malgré ces incertitudes, le souvenir de ces deux années d'exaltation reste palpable, tout comme le climat politique de cette période. C'est ce qui autorise Sabri Zain à écrire :

And what a year it had been ! The heights of fear, courage, defeat, victory, violence, solidarity, anger, hope and a host of other deep emotions, all rolled into twelve short, intense months. It had been the worst of times – and the best of times. After the storm of protest and outrage that erupted and engulfed the nation, a rainbow of hope is on the horizon. Malaysia is a new country today and Malaysians are a new people⁸².

Mais la métamorphose de la Malaysia ne s'est pas limitée au champ institutionnel et laïque. Avec l'essor du PAS s'est exacerbé un affrontement déjà ancien, opposant la religion à l'État.

3. LE PAS ET L'ENJEU ISLAMIQUE

En Malaysia, la tentative de créer un contre-pouvoir basé sur la religion s'est heurtée à la résistance acharnée du régime en place. Car le parti islamique PAS⁸³, principal parti de l'opposition et ennemi numéro un de l'UMNO, est resté partagé entre sa participation au jeu parlementaire et ses tentations fondamentalistes. Des tentations que le gouvernement a eu beau jeu d'instrumentaliser pour diaboliser le PAS – mais sans grand succès jusqu'au 11 septembre 2001.

1. Histoire d'une conquête

Parallèlement au mouvement *Reformasi*, la percée du PAS, porte-drapeau de l'Islam politique, constitue l'autre grande mutation de la scène politique malaysienne – une mutation dont les conséquences à long terme risquent d'éclipser la portée plus

⁸² S. ZAIN, "The gathering storm : an introduction", in *Face Off : A Malaysian Reformasi Diary*, @ <http://www.sabrizain.demon.co.uk/storm2.htm> .

⁸³ *Parti Islam Se-Malaysia*.

large du mouvement réformiste dans son ensemble. Après avoir rappelé l'évolution historique du parti, l'on abordera l'instrumentalisation de l'affaire Anwar, la percée électorale du PAS puis sa nouvelle stature – une stature qui, *via* sa pratique du pouvoir dans les états de Kelantan et de Trengganu, son rôle de leader au sein du BA, le processus de modernisation de son image et l'épineux débat sur l'instauration d'un État islamique, suscite autant d'attentes que d'incertitudes.

Un habile processus d'affirmation politique

L'irruption du PAS, propulsé premier parti d'opposition à l'issue des législatives de novembre 1999, et son antagonisme apparemment irréconciliable avec l'UMNO, font oublier que le PAS est issu d'une querelle interne à ce dernier⁸⁴ : le 24 novembre 1951, des membres du bureau des affaires religieuses décidaient de quitter l'UMNO pour former leur propre organisation politique. Ce schisme n'a cependant pas empêché, durant les premières années d'existence du PAS, une double allégeance partisane⁸⁵ à l'instar du premier président du PAS, Haji Ahmad Fuad. L'essor du PAS se mesure à l'aune de sa pauvreté initiale : en 1955, il ne put valider que 11 candidatures, soutenues par une logistique électorale minimaliste. Un premier palier fut franchi avec l'accession à la présidence du Dr Burhanuddin al-Helmy, dont la philosophie politique progressiste⁸⁶ ne survécut pas aux mutations ultérieures du parti. Entre 1970 et 1982, son successeur, Muhammad Asri Muda, manœuvra pour démanteler son héritage, pourtant à l'origine de l'avancée de l'islam politique en Malaysia. Il revint à une vision ethnocentrique de défense des intérêts malais, ce qui

⁸⁴ La division entre l'élite anglophile et laïque, conduite par Tunku Abdul Rahman et Tun Abdul Razak Hussein, et la tendance islamiste plus conservatrice était évidente dès la fin des années 40.

⁸⁵ Ironiquement, l'UMNO a impulsé la cohésion initiale du PAS en organisant des congrès d'*ulama* "pan-malais" pour rallier le soutien des islamo-nationalistes malais et prévenir l'émergence d'une opposition islamiste dans le pays. Mais les *ulama* et les imams en profitèrent pour élaborer une idéologie propre, qui les mena à la scission.

⁸⁶ Dans les années 1950 et 1960, Burhanuddin tenta de concilier l'islam et la théorie nationaliste pour élaborer un nationalisme universaliste et anti-impérialiste, transcendant les déterminismes ethniques et promouvant l'indépendance économique, la lutte contre le colonialisme et l'hégémonie néocoloniale, mais aussi un Islam populaire, axé sur les enjeux contemporains et qui fournirait, en empruntant aux courants nationaliste, socialiste et réformiste, une base saine à l'identité nationale et à l'émancipation culturelle. Son approche non dogmatique mais pratique des enjeux politiques et sociaux a fait de lui un humaniste et un rationaliste très éloigné de l'invention de la tradition et du retour passéiste à un âge d'or de l'Islam préférés par les conservateurs. Burhanuddin reconnaissait en outre les limites de l'universalisme de l'Islam, non entièrement conciliable avec le communisme, le socialisme et l'humanisme libéral : il convenait dès lors de composer avec l'altérité et de souligner les points de convergence entre ces différents projets pour propager le message de l'Islam politique d'un bout à l'autre du spectre politique. Son talent de négociateur permit au PAS de combler le fossé idéologique qui le séparait des socialistes du PRM et du *Parti Buruh* : il avait compris la nécessité de former des alliances.

lui aliéna le soutien des formations non-malaises et non-musulmanes. Sous sa présidence seront néanmoins mis en place les réseaux de membres et les activités de terrain du PAS, particulièrement développés dans le Kelantan et le Trengganu. Mais Asri Muda fut emporté par ses tendances à la tyrannie et l'expérience politique malheureuse des années 1970 : le passage éclair du parti dans la coalition du BN au pouvoir persuada sa direction qu'elle ne pouvait compter sur l'aide du gouvernement sans faire de compromis sur ses principes idéologiques. Depuis 1982, le fondamentalisme est de rigueur avec la prise de pouvoir par les *ulama* et les islamistes radicaux désireux d'expurger les pratiques islamiques des éléments étrangers tels que le nationalisme, l'humanisme et la laïcité : un passéisme en quête de modèles et de solutions dépassés, dépourvus de la force visionnaire d'un Burhanuddin, mais reflet du désarroi suscité par la croissance et l'enrichissement accélérés. L'on comprend donc que le PAS se soit ouvertement engagé à fonder un État islamique, même si cet objectif ne figure pas dans sa constitution.

L'instrumentalisation de l'affaire Anwar

En dépit de ce dogmatisme qui ne séduit guère que les bastions malais du Nord-Est traditionnel et sous-développé, le PAS n'a eu aucun mal à exploiter l'affaire Anwar en se posant en garant de l'orthodoxie islamique et de la morale en politique. Visant les fidèles de l'UMNO déconcertés par le traitement d'Anwar, il sut mettre en avant une rhétorique universaliste de justice et envisagea même un temps d'ouvrir ses rangs aux non musulmans afin de ratisser plus large. Cette volonté d'ouverture, conjuguée à une alliance de circonstance avec le PKN, le PRM et le DAP au sein du BA, s'appuya avant tout sur la critique opportunément théologique, idéologique, politique et morale d'un système dont de nombreux Malaysiens commençaient manifestement à se lasser. Face à une coalition gouvernementale discréditée par son opacité et sa corruption, le PAS avait beau jeu d'afficher son absence d'usure du pouvoir – et donc de contamination par la *Realpolitik* – sa probité exemplaire, incarnée par Nik Aziz Nik Mat, le chef de gouvernement (*menteri besar*) du Kelantan⁸⁷, et son statut d'opposant historique et de militant, visible aussi bien chez

⁸⁷ Dès 1990, il s'est d'abord attaché à enseigner aux masses les principes de base de l'Islam et à jeter les bases d'une société islamique débarrassée de l'usure et des pratiques capitalistes afin de prévenir l'exclusion et l'envie – une société dont le taux de criminalité était le plus bas du pays en 1998, montrant que le PAS savait fournir une approche morale aux enjeux socio-économiques. Resté économiquement sous-développé, l'État a en outre subi l'ostracisme du gouvernement fédéral, dont la politique de coopération financière minimale n'a été que récemment revue avec la signature, en juillet 2000, d'un protocole d'accord. Mais dans un État où la stagnation de la croissance a maintenu le revenu par tête (4.293 ringgit) au tiers de la moyenne nationale, où 94% des 1,4 million d'habitants sont Malais et profondément croyants, et où le code foncier rend difficile l'achat de terres par les habitants des autres États de la Fédération, les perspectives économiques des entrepreneurs chinois sont réduites. Pour respecté que soit Nik Aziz, l'absence de successeur désigné, pourtant fondamentale dans un

les membres de l'ABIM, organisation clé des activités politiques étudiantes, les personnalités religieuses indépendantes (*ulamak*) et les mosquées. Dans un entretien accordé à la *Far Eastern Economic Review* en avril 1999⁸⁸, Anwar soulignait d'ailleurs le fort potentiel du PAS : aux yeux de nombreux musulmans, la compatibilité entre l'Islam et la pensée libérale n'aurait rien de problématique, tout comme celle existant entre la *shariat* et la société civile – une tolérance qui s'étendrait aux religions minoritaires (comme l'a montré dès 1990 la décision du PAS d'approuver la construction d'un temple hindou dans le Kelantan, alors que l'UMNO était resté sourd à cet appel des années durant) et qui permettrait d'esquisser une image modérée et pragmatique du PAS, aux antipodes de sa diabolisation dans les médias locaux.

A la faveur de l'affaire Anwar, le PAS a stimulé une réaffirmation de l'identité musulmane des Malais à des fins de catharsis nationale, avec les risques que cela comporte pour l'équilibre interethnique ; en faisant d'Anwar un "martyr" de la cause islamique, il le "récupérait" et rendait ainsi la monnaie de sa pièce à l'UMNO, qui avait coopté Anwar pour relever le défi lancé par le PAS lors des législatives de 1982. Faisant fi de ses faiblesses – la gestion économique contestable du Kelantan – et des inquiétudes qu'il soulève – la possible prééminence de l'Islam sur les velléités de réforme politique, les rapports avec les minorités ethniques et religieuses, la place des femmes dans la société – le PAS a su souligner les tares de l'UMNO (dont son mépris pour l'opinion publique) auprès des jeunes et des professionnels désabusés, centrant sa campagne électorale sur les quatre États à majorité malaise du Nord-Est : Perlis, Kedah, Trengganu et Kelantan. Pour ce faire, il a su, parallèlement à *Harakah*, aussi populaire en version papier que sur le Net, mobiliser efficacement ses différents relais au sein de l'électorat : les *ulamak* (cf. ci-après) et le réseau dense des *ceramah* et des mosquées, par lesquels il a cultivé son image d'intégrité, de transparence et de tolérance, faisant passer les enjeux généraux du mouvement *Reformasi* devant les sujets plus sensibles tels que l'application de l'*hudud*, le code pénal islamique⁸⁹.

Le PAS pouvait compter sur les prêches des *ulamak*, dont le discours critique relayait sa propre condamnation de l'islam "officiel", un ersatz élaboré par l'UMNO pour contrer le potentiel subversif du renouveau islamique, précisément incarné par les *ulamak* : tout en tentant de contrôler la teneur des sermons dispensés lors de la prière du vendredi, l'UMNO avait fait des *ceramah* agréées et télévisées (mais sans grande audience) le vecteur de sa propre vision de l'islam – un islam modernisé, laïcisé, expurgé et inoffensif, libéral et apolitique, rationaliste et opportuniste. Une telle entreprise, nourrie d'ignorance religieuse, fut cautionnée dans la mesure où il

contexte de personnalisation au moins symbolique du pouvoir, pose problème pour l'avenir du PAS dans l'Etat.

⁸⁸ "No Holds Barred", *FEER*, 8.IV.1999, p. 24 & 25.

⁸⁹ Des sujets qui demeurent néanmoins au cœur de la réflexion du PAS : peu de temps avant les élections, il avait déposé un projet de loi prévoyant la peine de mort en cas d'apostasie. Le BN a eu beau jeu de souligner ce double discours et de dénoncer une "ruse électorale". Mais son chantage au développement n'eut aucun effet dans le Kelantan et le Trengganu.

s'agissait d'une "éthique" compatible avec l'esprit du capitalisme et de *Wawasan 2020*⁹⁰, à même de prévenir toute "déviance" susceptible de diviser la communauté malaise, base électorale de l'UMNO. En voulant dénoncer un Islam orthodoxe, fondamentaliste et dépassé, l'UMNO ne parvint qu'à faire la preuve de l'inanité et du caractère dénaturé de sa propre "version" de l'Islam. La communauté malaise ne s'y trompa pas, qui accorda un soutien massif, car non contraint, aux *ulamak* et aux leaders du PAS, considérés comme les champions de la lutte contre l'hégémonie de l'UMNO⁹¹. L'affaire Anwar a donné aux *ulamak* l'occasion de dépasser leur factionnalisme doctrinaire⁹² pour faire cause commune contre l'UMNO et prôner la réforme sociale et la moralisation de la vie politique. Rassemblant à chaque *ceramah* des milliers d'auditeurs, ils parvinrent à toucher une grande partie de la communauté malaise par des canaux informels d'une efficacité redoutable – à l'image des réseaux de distribution de leurs prêches. Les *ceramah*, dont le potentiel mobilisateur a été depuis longtemps compris par le PAS, se sont donc muées en tribune stratégique de sa campagne électorale contre l'UMNO. En luttant pour le *leadership* moral, les deux partis visaient le soutien de la communauté malaise, et, *in fine*, la direction du futur gouvernement.

Véritable terreau du renouveau social pour la communauté malaise, les mosquées, autre élément clé de la campagne du PAS, rassemblaient presque chaque soir des centaines de milliers de personnes à travers tout le pays. Car ces foyers religieux offraient – et continuent d'offrir – des espaces de réunion où l'actualité est débattue avec une liberté inconnue ailleurs. Dans un pays où les institutions sont largement dévalorisées, la mosquée est devenue le tremplin naturel pour l'exercice de la citoyenneté – que le pouvoir souhaiterait limiter à un vote quadriennal – et de la subversion. L'autorité de l'UMNO, jadis garant des intérêts des Malais et de leur l'identité, a ainsi été minée par la seule "institution" qui ait su conserver ses lettres de noblesse au sein de la communauté malaise – et qui a joué un rôle moteur dans la victoire du PAS dans le Kelantan et le Trengganu. Par la suite, les mosquées sont demeurées un défi permanent à l'UMNO, et les velléités de contrôle du gouvernement fédéral, très maladroitement mises en œuvre, semblent vouées à l'échec. Ironiquement, c'est grâce aux mosquées que l'UMNO a pris son essor, et

⁹⁰ "Vision 2020" : lancée en 1990 par Mahathir, son objectif était de hisser la Malaysia au rang de pays développé à cette date. L'islam était donc sommé de s'adapter aux projets grandioses de développement accéléré du pays.

⁹¹ Une telle résistance n'était évidemment pas du goût de l'UMNO. A l'issue d'un différend entre Mahathir et le mufti de Selangor au sujet d'un concours de beauté – le Premier ministre fut traité d'apostat par le dignitaire – Mahathir s'employa à reprendre la main sur le terrain religieux : le mufti fut remplacé en octobre 1997, une conférence nationale fut convoquée pour centraliser l'administration de la législation islamique, jusqu'alors sous la juridiction des Etats, et l'assemblée générale de l'UMNO du 5 septembre 1997 donna lieu à une violente diatribe contre les interprétations extrémistes de l'Islam, susceptibles de nuire au développement du pays ; en novembre 1997, l'arrestation de 10 militants islamistes, dont certains membres du PAS, vint parachever la première phase de cette contre-offensive.

⁹² L'on dénombre en effet plus de 70 sectes "déviantes" dans tout le pays.

c'est par elles qu'il risque d'entamer son déclin. En temps de crise, elles sont le recours naturel, la tête de pont évidente de la mobilisation, le forum où se croisent les idées sans considération de "race" ou de classe sociale. Muée en "épicerie malais de la vérité, de la liberté et du débat"⁹³, taon infatigable dénonçant les excès du gouvernement, la mosquée aiguillonne le pouvoir et le pousse dans ses derniers retranchements. Fort de ce constat, le PAS a très habilement exploité le fort potentiel de l'un des derniers contre-pouvoirs effectifs subsistant en Malaysia.

Non content de prêcher à des convertis, le parti de l'opposition le mieux organisé – et la seule véritable alternative à l'UMNO – a su cultiver le dialogue et la négociation avec les minorités, conjuguant les appels aux Malais attachés à l'islam avec le respect d'une Malaysia pluriethnique et pluriconfessionnelle. En outre, il a su intégrer au cœur de ses préoccupations électorales les attentes politiques, économiques et socioculturelles de la population. Son discours fut entendu et apprécié : l'explosion des ventes de *Harakah* et des adhésions au parti après septembre 1998 en témoignent⁹⁴.

2. Nouvelle stature, nouvelles responsabilités

Une percée électorale sans précédent

La stratégie du PAS fut payante puisque le BN se révéla incapable d'empêcher sa percée électorale⁹⁵. En ébranlant les fiefs traditionnels de l'UMNO, le PAS fut le grand vainqueur de ces élections : il quadrupla presque le nombre de ses sièges (27 contre 7 en 1995) et, tout en conservant la tête du gouvernement du Kelantan, il ravit à l'UMNO celui du Trengganu – contrairement à l'UMNO, il avait su se mettre au diapason de la population, plaçant la religion avant le développement économique. Ce faisant il devenait le premier parti d'opposition⁹⁶, entérinant une polarisation d'un nouveau genre : un pouvoir à dominante malaise confronté à une opposition elle aussi majoritairement malaise, les deux camps affirmant vouloir transcender les clivages ethniques et religieux – pour mieux en créer de nouveaux. Le PAS est en

⁹³ M.G.G. PILLAI, "Mahathir, UMNO cannot silence mosques", *freeMalaysia*, 23.II.2000.

⁹⁴ Il a attiré 70 000 nouveaux adhérents entre janvier et juin 1999, pour un total de 600 000 membres, et les ventes de *Harakah*, qui a agrandi sa section en langue anglaise pour accroître son lectorat, ont quadruplé pour atteindre les 300 000 exemplaires. (in S. JAYASANKARAN, "PAS time", *FEER*, 1.VII.1999, p.10-11). Mais c'était avant que le gouvernement ne réduise en mars 2000 sa périodicité à deux numéros par mois, contre deux par semaine auparavant. Si le PAS a riposté en créant une édition quotidienne de *Harakah* sur son site web, il n'en a pas moins subi des pertes financières considérables.

⁹⁵ La stratégie de l'UMNO, mêlant les attaques contre les dignitaires religieux et la tentative de récupération des valeurs de l'Islam pour court-circuiter le PAS, s'avéra on ne peut plus contre-productive.

⁹⁶ Avec 27 sièges, le PAS détenait deux tiers des 45 sièges remportés par l'opposition, contre moins d'un tiers de ses 20 sièges dans le Parlement sortant.

tout cas parvenu à diversifier son électorat en ralliant de jeunes professionnels de la classe moyenne, parfaits pour infirmer son image de parti “infréquentable” et élargir sa base électorale. Car le PAS n’était pas dupe de son succès : les votes recueillis exprimaient davantage le mécontentement inspiré par l’UMNO que l’adhésion au projet d’un État islamique. En outre, il restait partie prenante d’une coalition multiethnique qui, en tant que telle, exigerait de lui des compromis. A l’issue des législatives, il lui restait encore à bâtir un véritable partenariat avec les minorités et les Malais opposés à l’instauration de la *shariat* – et à dissiper les craintes de dogmatisme accru suscitées par sa victoire dans le riche État pétrolier de Trengganu – un État qui lui fournirait le trésor de guerre idéal pour étendre son influence en dehors de ses bastions traditionnels. Non content de dominer l’opposition, le PAS a “détéint” sur le PKN, dont l’image s’est ostensiblement islamisée, et dont les cinq candidats victorieux étaient tous musulmans – preuve que l’Islam a été déterminant dans le succès de nombreux candidats du PAS et du PKN.

Trengganu : un test de crédibilité

Le PAS était attendu sur la gestion du Trengganu, mué en laboratoire politique : une occasion rêvée pour le parti de prouver sa capacité à gérer une économie moderne *via* un gouvernement progressiste, efficace et transparent, et à équilibrer les intérêts des différentes communautés, les desiderata des hommes d’affaires et des investisseurs et ses propres ambitions islamistes. Sous la houlette du nouveau *menteri besar* Abdul Hadi Awang, le gouvernement entama rapidement l’islamisation de l’État, interdisant le jeu, limitant la vente d’alcool et annonçant, pour ensuite se rétracter, une taxe foncière prélevée sur les non-musulmans (*kharaj*) afin de compenser les pertes financières occasionnées par la réduction des taxes routières⁹⁷. Ces mesures, contraires à l’esprit laïque du manifeste commun du BA, suscita l’ire du DAP qui menaça de quitter la coalition. En guise d’apaisement, le gouvernement local prit une mesure hautement symbolique : la levée de l’interdiction des élevages porcins dans l’État⁹⁸, imposée dix ans plus tôt par l’UMNO. Une mesure d’autant plus significative à l’aune du passé récent : début 1999, une épidémie virale avait affecté les éleveurs sino-malaysiens du Negeri Sembilan et fait plus de 100 morts, remettant en question la pertinence de l’élevage porcin dans un pays majoritairement musulman.

D’une manière générale, le PAS fit osciller sa politique entre modération, progressisme et rigorisme. En 2000, le budget de 26 millions de dollars affectés à la mosquée fut consacré au financement de bourses pour les enfants pauvres et à l’amélioration des infrastructures villageoises. Abdul Hadi Awang préférait ainsi

⁹⁷ Leur augmentation, plusieurs mois avant les élections, avait soulevé un tollé et précipité de nombreux Malaysiens dans les rues, poussant le BA à inclure la question dans son programme électoral.

⁹⁸ Cette concession fut cependant tempérée par l’imposition de critères quasiment impossibles à remplir : une façon détournée de faire prévaloir ses vues.

mettre l'accent sur l'éradication de la pauvreté : début 2000, il annonça que l'introduction de la *shariat* dans le Terengganu n'était pas à l'ordre du jour. Le PAS entendait donc faire passer l'établissement d'un gouvernement modèle, axé sur le développement économique⁹⁹, l'attraction des investissements et la promotion de l'ouverture et de la moralité, avant celui d'une théocratie. Les projets prestigieux et coûteux ont ainsi été annulés¹⁰⁰, et la transparence appliquée dans le système d'appel d'offres, d'attribution des licences et d'exploitation du bois, cette dernière activité rapportant 16 millions de ringgit par an : une volonté remarquée de mettre fin à l'opacité du système et au clientélisme. Cette politique a accru la crédibilité du PAS à l'échelle nationale, d'autant plus qu'il a pris soin de ne pas interférer dans les affaires des minorités (6% du million d'habitants de l'État) qu'il courtise, et qu'il a intégré les hauts fonctionnaires dans le processus de décision. Cette culture participative s'est doublée d'un autre rapport au développement : le refus de poursuivre les investissements dans les aciéries Gunawan Iron & Steel¹⁰¹ et Perwaja¹⁰² est symbolique du rejet du népotisme et du renflouement, en dépit du bon sens, des entreprises protégées par le régime. Cette volonté d'assainissement des relations économiques, très appréciée des investisseurs locaux, a permis au PAS de faire accepter certaines mesures relatives à la tenue vestimentaire des musulmans et aux queues séparées dans les supermarchés. Mustafa Ali, vice-président du PAS et numéro deux de l'État, insiste sur l'absence de coercition ouverte et d'empiétement sur la vie privée pour achever de calmer les esprits et faire accepter l'islamisation en cours des pratiques sociales.

Irrité par la "bonne conduite" du PAS, le gouvernement fédéral utilisa la seule carte en sa possession pour appauvrir l'État et rendre sa gestion financière difficilement viable : le versement des *royalties* dues en paiement des activités de forage au large de ses côtes – ce qui a relancé le débat sur le rapport de forces inégalitaire entre le gouvernement central et les États. Début septembre 2000, le gouvernement annonçait l'arrêt du versement des *royalties*, réorientées vers un fonds de développement contrôlé par lui et destiné aux écoles, aux hôpitaux et aux communautés locales : une

⁹⁹ Le Trengganu détient le deuxième rang national en terme de revenu par tête, des actifs fonciers et hôteliers, 3 entreprises cotées en bourse, mais également des taux de chômage et de pauvreté de 8 et 10%, supérieurs aux moyennes nationales, l'État ne conservant que 5% de ses richesses pétrolières – estimées à 64% du total national –, le reste revenant à la société pétrolière nationale Petronas. Mais ces 5% représentent 90% des 600 millions de ringgit de revenus annuels.

¹⁰⁰ Comme par exemple un complexe sportif de 300 millions de ringgit et une mosquée de 130 millions de ringgit : là encore, le PAS aime jouer sur la force du symbole.

¹⁰¹ Le gouvernement central détient 30% des actions et y a investi 90 millions de ringgit.

¹⁰² Détenu à 19% par le pouvoir central, lourdement endettée et accusant 10 milliards de ringgit de pertes, elle symbolise à elle seule les politiques de développement erronées du gouvernement fédéral.

coupe sombre dans le budget de l'État¹⁰³. La polémique fut relancée par le représentant du Trengganu Tun Salleh Abas, qui déclara en septembre 2000 que Mahathir mentait en qualifiant les royalties de “paiements de bonne volonté” (*wang ehsan*) justifiés par l'arriération économique de l'État, rappelant qu'aux termes des accords signés par la société pétrolière nationale Petronas avec le Sabah, le Sarawak et le Trengganu¹⁰⁴, ces *royalties* rémunéraient le pétrole foré aux larges de leurs côtes à hauteur de 5% par an – un pourcentage également perçu par le gouvernement fédéral. Tun Salleh Abas accusa ce dernier d'abus de la législation en vigueur et de méfiance injustifiée envers la politique financière du PAS – un prétexte pour couper les vivres à l'ennemi numéro un de l'UMNO.

Le 8 mars 2001, le gouvernement du Trengganu entama des poursuites contre Petronas et le gouvernement fédéral pour rupture de contrat, exigeant la reprise du versement des *royalties* pour pallier la détresse financière de l'État : ramené à 300 millions de ringgit en 2001, le budget ne couvrit guère que les dépenses indispensables, et même le paiement des fonctionnaires devint problématique ; la mise en œuvre de nouveaux projets a été suspendue, tandis que les *wang ehsan*, sous couvert de fonds de développement, ne profitaient qu'aux cronies du gouvernement fédéral selon Salleh, et que Petronas poursuivait ses opérations d'extraction, privant l'État de ses droits de propriété sans indemnisation appropriée – une discrimination patente puisque le Sabah et le Sarawak, fidèles au BN, n'ont pas été victimes d'une telle mesure de rétorsion. L'UMNO aurait donc transmis à Petronas une directive illégale en guise de représailles contre le PAS. Le gouvernement du Trengganu a donc choisi de miser sur le secteur privé afin de réduire sa dépendance financière à l'égard du gouvernement fédéral. Mais il s'agit d'un travail de longue haleine dont l'impact sur la croissance est difficilement quantifiable. Le pari de la croissance demeure cependant essentiel si le PAS veut étendre son influence au reste du pays – dans cette optique, les électeurs des zones urbaines, où se concentrent majoritairement les minorités, sont plus dépendants d'une économie dynamique et bien gérée, et sont donc appelés à devenir sa cible privilégiée.

A la tête du Barisan Alternatif

Cet objectif en tête, le PAS s'est employé, par le biais de son président Fadzil Mohamad Noor, à former une opposition plus hardie, plus unie et donc plus crédible face au BN. Cette initiative marque une rupture dans la tradition politique, caractérisée par l'absence de critique de l'autorité, la faiblesse et la fragmentation de l'opposition et le peu d'importance accordée au pouvoir législatif. De chambre

¹⁰³ Les royalties s'élèvent à environ 1 milliard de ringgit par an, et en raison de la hausse mondiale du prix du pétrole, elles se seraient élevées à 850 millions de ringgit pour les seuls 6 premiers mois de l'année 2000.

¹⁰⁴ Le *Petroleum Development Act* de 1975, complété par un accord de 1987 destiné à faciliter le transfert bisannuel des fonds – un accord dans lequel le terme de “*royalties*” est clairement mentionné.

d'enregistrement, le Parlement ressemble désormais davantage à une arène où s'affrontent deux camps bien distincts. Ce nouvel équilibre se double d'un effort réel de coopération des partis du BA, réunis avant chaque séance pour unifier leur position sur les débats en cours. En outre, la contribution de groupes politiques, d'universitaires éminents et de membres d'ONG à la formation d'un 'gouvernement de l'ombre' fin mars 2000 visait à enrichir la critique des politiques gouvernementales par la formulation de programmes alternatifs. Cette volonté d'unité de l'opposition, dont la résilience dépendra de la capacité du PAS à traiter ses alliés "laïques" sur un pied d'égalité, pourrait à terme entraîner l'émergence d'un système bipartite¹⁰⁵. En tout cas, la pugnacité nouvelle de l'opposition a enfin donné lieu à de véritables débats parlementaires – et à un rééquilibrage, certes modeste mais bienvenu, entre les trois pouvoirs.

Marketing politique

En marge du front parlementaire, le PAS a tenté de remodeler son image, partagée entre modernisation et maintien du cap religieux traditionnel¹⁰⁶, ouverture et repli. Le 3 juin 2001, lors de la 47^e assemblée générale annuelle du parti, les élections du comité de travail central (CTC) confirmèrent l'importance des modérés, des intellectuels, des jeunes professionnels et de leur contribution, instaurant un équilibre entre les générations, les *ulama* et les professionnels, tout en maintenant le modéré Fadzil Noor et le rigoriste Abdul Hadi Awang aux postes de président et de vice-président. En outre, Fadzil a annoncé son intention d'accroître le nombre des femmes au sein du CTC¹⁰⁷, arguant d'une prérogative qui lui permet d'en nommer six de plus, sous réserve de l'approbation du CTC. En se recentrant politiquement, le PAS entend souligner, au-delà de l'islam politique, l'actualité d'un engagement axé sur le bien-être et la justice pour tous, l'abrogation de l'ISA et le retour à une véritable liberté de la presse¹⁰⁸. Lentement mais sûrement, le PAS est monté en puissance, au grand dam de l'UMNO : en août 2001, deux *ceramah* rassemblaient à Kuala Trengganu encore plusieurs milliers de personnes, muées en autant de relais de son message. Et le parti a accru ses soutiens dans le reste du pays : le renouvellement de sa direction, dans un sens que n'aurait pas renié Burhanuddin al-Helmy, devrait conforter cette tendance.

¹⁰⁵ Mahathir a récemment évoqué la possibilité d'une fusion de tous les partis membres du BN.

¹⁰⁶ Abdul Hadi Awang incarne ce courant : il a par deux fois tenté de faire adopter un projet de loi punissant de mort l'apostasie, et en 1990 il avait commis une version particulièrement draconienne du *hudud* pour le Kelantan, qui ne fut finalement pas introduite.

¹⁰⁷ La sénatrice et Dr Lo'Lo' Hj Mohd Ghazali, qui a reçu 559 voix, est la seule femme élue cette année, contre trois l'année dernière.

¹⁰⁸ Un débat relancé en septembre 2001 lors du rachat par le MCA de deux quotidiens, le *Nanyang Siang Pau* et le *Chian Press* : une reprise controversée dans la mesure où le MCA fait partie de la coalition au pouvoir.

3. Zones d'ombres

Le débat sur l'Etat islamique

Un obstacle de taille se dresse encore sur la route du PAS : la polémique autour de l'établissement d'un État islamique, dont la forme concrète et le sort réellement réservé aux minorités demeurent nébuleux. En Malaysia, l'islam est la religion officielle, mais la *shariat* n'est pas appliquée et le gouvernement fédéral est accusé de laxisme religieux par le PAS, divisé entre les modérés tels que Fadzil Noor, répétant à l'envi que l'instauration d'un État islamique n'est pas à l'ordre du jour – bien qu'il devrait être l'objectif de tout bon musulman –, et les partisans de la *shariat*, qui ne devrait toutefois pas concerner les minorités. La pratique politique du PAS au Kelantan semble aller dans ce sens : la consommation de porc est libre dans les maisons et les restaurants chinois, mais pas dans les hôtels, et la liberté de culte est garantie. Mais le spectre du fondamentalisme n'est jamais bien loin : en 1993, la tentative de remplacement du code pénal en vigueur par la loi coranique dans le Kelantan n'a échoué qu'en raison du refus du gouvernement fédéral d'amender la constitution du pays. Pour le bien du BA et d'une partie de son électorat, le PAS a différé son projet. Du reste, le manifeste commun du BA, intitulé "Vers une Malaysia juste", n'en fait nulle mention¹⁰⁹. Une telle polémique traduit l'un des dilemmes de la Malaysia, dont les élites occidentalisées, favorables à une séparation de l'Église et de l'Etat – *i.e.* une séparation entre affaires politiques, publiques, et affaires religieuses, privées – se heurtent en pratique au caractère holistique de l'islam, au sein duquel le théologique et le politique sont indissociables. Dans une démarche d'apaisement, le PAS préfère parler de la création d'un "nouvel ordre culturel", déplaçant ainsi la lutte avec l'UMNO du terrain économique, où il reste mal à l'aise, au terrain politico-religieux, sur lequel sa longue expérience fait recette. Il s'est ainsi employé à combler le fossé religieux persistant avec les minorités : le 15 mai 2000, son chef spirituel Nik Aziz Nik Mat prononçait un discours symbolique devant la Conférence des églises de Malaysia à Petaling Jaya – une confrontation inédite entre un auditoire non-musulman et un parti désireux de clarifier sa vision de la Malaysia. Nik Aziz déclara que le PAS ne croyait pas tant en un État islamique (*negara Islam*) qu'en une communauté islamique (*masyarakat Islam*), et que, quand bien même il rassemblerait les deux tiers des voix nécessaires à l'amendement de la constitution, le rôle d'un tel État serait nécessairement limité dans un contexte pluriethnique où les non-musulmans représentent près de la moitié de la population. Il entendait ainsi

¹⁰⁹ "We pledge to...create a favourable atmosphere – through the provision of infrastructure, education and legislation – towards the affirmation of Islam as a way of life (*ad-deen*) among Muslims, while ensuring the rights of non-Muslims to practise their respective religions or beliefs." (in S. LOONE, "PAS-DAP : A marriage on the rocks?", *Malaysiakini*, 2.VII.2001). Mais l'ambiguïté de ce texte est indéniable : car s'il ne mentionne pas l'instauration d'un Etat islamique, il ne garantit pas pour autant la pérennité d'un Etat laïque. Wan Azizah a également alimenté cette ambiguïté en déclarant que les discussions sur l'établissement d'un Etat islamique se poursuivaient, à la grande fureur du DAP.

véhiculer un message de pragmatisme et de justice intégrant les intérêts de la communauté au sens large. La visite de monastères bouddhiques s'inscrit dans la même volonté d'ouverture, de dialogue et de contrôle des velléités intégristes à l'intérieur du parti.

Mais les dissensions demeurent, preuve de la difficulté à élaborer une approche consensuelle. Le PAS poursuit donc sa politique du balancier entre conciliation et durcissement : le 2 juillet 2001, Abdul Hadi Awang déclarait que le gouvernement du Trengganu allait déposer un projet de loi sur l'adoption de l'*hudud*, en prélude à celle de la *shariat*, et les minorités seraient tenues de la respecter pour les questions foncières et routières, d'intérêt général. Le gouvernement du Kelantan a en outre récemment amendé la constitution de l'État pour réduire les pouvoirs du Sultan : une initiative que l'UMNO n'aurait pas reniée. *In fine*, les prises de position du PAS fluctuent au gré de l'évolution du rapport de forces entre "durs" et modérés, mais ce funambulisme est intenable à terme¹¹⁰. Tous les regards se sont alors tournés vers les pragmatiques, seuls à même d'élargir suffisamment la base électorale du parti. Le 2 juillet 2001, le PAS réaffirmait par la voix de Mohd Hatta Ramli son engagement envers le manifeste commun du BA, dont l'ambiguïté délibérée a déjà suscité de nombreuses polémiques entre le PAS et le DAP¹¹¹. Aux dires même de Azizan Abdul Razak, le chef de l'information du PAS, nul, en privé, ne se fait d'illusion sur l'objectif réel du PAS. Car la formation du BA, uni par l'opposition à Mahathir et le programme politique du mouvement *Reformasi*, n'a en rien altéré les convictions profondes des différents partis. L'union, même précaire, demeure néanmoins dans l'intérêt, au moins à court terme, du PAS, d'où la volonté exprimée par Fadzil Noor de retenir le DAP au sein du BA, alors que le numéro deux du PAS l'avait invité à quitter la coalition. Ce faisant, le PAS mise sur le silence complice du PKN et du PRM, qui devraient fusionner pour former le *Parti Keadilan Rakyat Malaysia* tout en continuant à œuvrer pour la préservation de la coalition. Et le PAS a son rôle à jouer dans cette entreprise : lors de sa 47^e assemblée générale, il a approuvé la création d'un comité consultatif pour l'unité nationale, qui devrait rassembler des représentants des différentes religions et contribuer au dialogue interreligieux en vue d'améliorer les conditions politiques, économiques et sociales du pays. Car si l'islam peut prétendre au *leadership* religieux, il ne saurait être question d'unilatéralisme. Conscient de l'importance des relations publiques, le PAS a lancé le 16 juillet 2001 une campagne d'éducation nationale portant sur sa conception de l'islam et de ses modalités d'application, mettant à contribution le très influent *Harakah*, son bureau d'information et l'image politiquement payante de son représentant chinois, Annuar Tan, élu du PAS dans le Kelantan. Pour houleux qu'il soit, ce débat a permis de

¹¹⁰ Une nouvelle scission sur le modèle de la fondation du PAS en 1951 ne serait alors pas à exclure.

¹¹¹ Fervent défenseur de la laïcité, il condamne l'obstination de Abdul Hadi Awang, mais est pareillement divisé entre les "conciliateurs" tels que le secrétaire général Kerk Kim Hock, et les "intransigeants" tels que les vice-présidents Karpal Singh et Lim Guan Eng, ainsi que le chef de l'information Gobind Deo Singh.

questionner la pratique de l'islam en Malaysia, délibérément ritualisée et rendue artificielle, plus formelle que substantielle. Le désir d'un retour aux valeurs morales et à une pratique religieuse authentique, dépourvue de tout opportunisme politique, devrait être au cœur de l'argumentaire du PAS s'il veut rassurer et rassembler tout en neutralisant la cabale médiatique dont il est la cible.

Menaces et incertitudes

Bien avant le 11 septembre 2001, le PAS a été confronté au spectre du terrorisme islamiste, dont la menace, opportunément amplifiée, pouvait être instrumentalisée par le BN pour faire taire ses opposants, tout en écornant l'image du parti islamique par des accusations d'incitation à la violence et à l'extrémisme – une pratique courante en Asie centrale. De telles craintes se sont matérialisées le 2 juillet 2000 avec la principale manifestation “déviationniste” depuis 1994¹¹² : après avoir dévalisé un dépôt d'armes de l'armée, 27 membres du groupuscule Al-Ma'unah¹¹³, partisan du *jihad*, prirent en otage quatre personnes pour tenir à distance 1.000 soldats et policiers, avant de se rendre – deux otages périssant dans l'opération. Or, certains groupuscules islamistes, qui ont gagné en popularité depuis le limogeage d'Anwar¹¹⁴, sont à la proue de l'opposition légale, que le BN n'hésite pas à accuser abusivement de vouloir renverser le gouvernement.

Dans un tel climat, il convient de rappeler que le succès du PAS¹¹⁵ dépasse de loin la subversion qu'on lui prête. Car s'il a su profiter des bourdes politiques et idéologiques du BN, il est aussi parvenu à étendre son réseau de soutien en Malaysia et à l'étranger, à affirmer sa différence sur l'échiquier politique et à gagner en popularité sans bénéficier du soutien logistique et financier du gouvernement. Car il a pu compter sur le réseau actif des *ceramah* et des assemblées générales, la contribution bénévole de ses membres à l'ensemble de ses activités – en nette rupture

¹¹² Une altercation entre la police et des villageois du nord de Kedah menés par Ibrahim Lybia fit 14 morts. En 1994, la mise hors la loi du groupuscule Al-Arqam aboutit à l'assignation à résidence de son fondateur et ancien membre du PAS, Ashaari Muhammad.

¹¹³ La Fraternité de la puissance intérieure comptait dans ses rangs un ancien leader de la section “jeunesse” du PAS à Trengganu, contraint à la démission lorsque son soutien au groupuscule islamiste fut découverte.

¹¹⁴ De nombreux manifestants du mouvement *Reformasi* étaient alliés à des groupes et organisations professionnelles islamistes, qui condamnaient la corruption politique et l'occidentalisation des modes de vie, ou étaient membres du PAS.

¹¹⁵ Un succès qui a son prix : désireux de faire oublier qu'avec le limogeage d'Anwar l'UMNO a perdu sa caution islamique, Mahathir s'est lancé dans une surenchère islamiste risquée. Car tout en menaçant d'accroître les clivages et les craintes, chez les minorités, d'une érosion de leurs droits, il cautionne implicitement les revendications du PAS, renforce sa légitimité et augmente le “déterminisme islamique”, plus affirmé depuis 1998. L'instrumentalisation d'une variable aussi imprévisible et donc incontrôlable que la religion reflète l'inconscience du Premier ministre, qui semble avant tout préoccupé par des considérations politiciennes de court terme.

avec le clientélisme et la politique d'assistanat mise en œuvre par l'UMNO – et sur sa propre capacité à surmonter les aléas de la vie politique, prouvant ainsi que les Malais n'étaient ni arriérés, ni incapables¹¹⁶. A l'heure où les espaces d'expression libre se réduisent comme peau de chagrin – à la mi-juillet 2001, la police imposait pour raisons de sécurité, au mépris de la constitution et jusqu'à nouvel ordre, une interdiction des rassemblements politiques extérieurs, sous peine de recours à l'ISA – le PAS entend bien s'opposer à cette nouvelle tentative de réduire l'opposition au silence et de la criminaliser. Le bras de fer est déjà entamé entre la police – qui a déployé des centaines d'hommes pour bloquer 33 *ceramah* organisées par le parti dans le centre du Selangor le 2 août 2001, dispersé quelque 500 personnes rassemblées au nord-est du Trengganu et d'autres encore dans le sud de Johore, avec 9 arrestations à la clé – et le PAS, qui refuse de renoncer aux *ceramah*, rare moyen de contourner l'absence d'accès aux médias locaux et de rester en contact avec ses partisans. Au cours de la première quinzaine d'août 2001, il avait prévu d'organiser au moins 48 *ceramah* dans l'ensemble du pays. Une politique de résistance qui, face à un harcèlement de plus en plus intense, est difficilement viable sur le long terme.

FACTEURS DE MUTATION VS FORCE D'INERTIE

Médiatiques, portés par la société civile ou le sentiment religieux, les facteurs de mutation, nés avec la crise asiatique ou amplifiés par elle, n'ont donc pas manqué en Malaysia. S'ils sont porteurs d'aspirations nouvelles, ils n'en demeurent pas moins aléatoires dans leur portée, car confrontés à des forces d'inertie redoutables et des facteurs d'incertitude qu'il faudra intégrer dans la nouvelle équation sociopolitique encore en gestation. En dépit d'avancées notables, la culture politique traditionnelle, éminemment sclérosante, est encore fermement enracinée : primat de la loyauté, néo-féodalisme et modernisme triomphants se conjuguent, tandis que le poids des élites traditionnelles demeure nuisible à la refondation de la classe politique, à l'instar du népotisme, une pratique encore répandue. En dépit des coups de boutoir parfois spectaculaires de l'opposition institutionnelle, civile ou religieuse, la résistance du régime s'est avérée tout aussi obstinée : confronté au mouvement *Reformasi* et au regroupement de l'opposition parlementaire, le gouvernement de Mahathir a combiné les ferments du *statu quo* – le *cronyisme*, le gel des rapports de forces au sein de l'UMNO et du BN, l'instrumentalisation de la polarisation ethnique – avec une répression ciblée des médias et de l'opposition, le maintien de l'assujettissement du pouvoir judiciaire et une opération de séduction mêlant surenchère islamiste et marketing politique afin d'atténuer l'érosion de sa base électorale et la montée des mécontentements. Ironiquement, cette résilience du gouvernement s'est trouvée facilitée par une mobilisation restée malgré tout limitée dans le camp adverse. Car

¹¹⁶ Une analyse développée par Mahathir dans *The Malay Dilemma*, Singapour, D. Moore for Asia Pacific Press, 1970, 188 p., qui permit à l'UMNO, tout en se déclarant le champion des intérêts malais, d'asservir sa propre communauté à des fins politiques personnelles.

l'opposition parlementaire, minée par des dissensions internes inhérentes à sa diversité, ne fait pas encore le poids face au BN, et l'apathie de la société menace toujours.

Les facteurs d'incertitude ne pèsent pas moins lourdement dans le débat politique. Si le malaise social reste diffus, le chantier économique est impressionnant : la Malaysia doit encore sortir d'une pratique économique qui pousse le gouvernement à renflouer des canards boiteux, tels que le groupe Renong, népotisme oblige. Le dossier social n'est pas moins volumineux : confronté aux limites du système éducatif (irruption de la violence et problème récurrent des quotas à l'entrée des universités), le gouvernement a entrepris une réforme axée sur les nouvelles technologies de l'information – un parti pris qui masque mal les problèmes de fond. C'est dans ce contexte socio-économique délicat que s'inscrit la guerre de succession à l'issue incertaine en Malaysia. Car l'UMNO, confronté aux leçons de l'histoire – la chute du Kuomintang taiwanais, du Golkar indonésien, des anciens présidents indonésien et philippin Suharto et d'Estrada – trahit sa fébrilité croissante par une surenchère répressive quasi-paranoïaque, rendant pour le moins nébuleuse la réflexion sur l'après Mahathir. C'est dans ce cadre d'une grande complexité que s'articule la réflexion sur la redéfinition du consensus social. Cette réflexion intègre plusieurs variables d'égale importance. Parmi les obstacles conceptuels, le rapport à l'histoire demeure volontairement biaisé en Malaysia, où l'instrumentalisation du nationalisme malais et de la question ethnique continue de miner le débat public. Minimisant la diversité du tissu social, la Malaysia conserve un rapport problématique à son identité. Car elle reste pour l'heure enfermée dans l'équation ethnique héritée de la période coloniale et, plus récemment, des émeutes de 1969 : du sentiment d'exclusion des autochtones (*orang asli*) et des Malaysiens d'origine indienne à la résistance chinoise à l'imposition généralisée de la langue malaise (*bangsa Malaysia*), en passant par la division persistante de la communauté malaise, les affrontements de mars 2001 entre Indo-malaysiens et Malais dans la banlieue pauvre de Kuala Lumpur¹¹⁷, les manifestations de nationalistes malais aux relents anti-chinois et le maintien controversé de la politique de discrimination positive à l'égard des Malais, le pays a encore du chemin à faire avant que n'émerge le *Melayu Baru*, ce "nouveau Malaysien" indifférent à l'appartenance ethnique et religieuse – et avant que ces mêmes clivages ne disparaissent de la scène politique. En outre, la conception malaysienne de la modernité – une forme hybride "d'économie islamique de marché" – a été ébranlée par la crise : il reste encore au pays à adopter un rapport au développement plus raisonné, plus ciblé et moins dispendieux, et à repenser la place de l'islam dans la société au-delà des visées purement politiciennes, sans pour autant céder à la tentation de surenchérir par rapport au PAS.

¹¹⁷ Une altercation entre les participants à une cérémonie de mariage et une procession funéraire a dégénéré en affrontements entre gangs rivaux qui, après avoir fait rage pendant 4 jours, ont fait au moins 6 morts et 52 blessés.

Rapports à l'histoire, à l'identité et à la modernité servent de toile de fond à la formulation du défi démocratique. Un défi considérable tant la situation est préoccupante : de nombreux foyers d'opposition potentielle sont décimés ou en voie de l'être¹¹⁸, tandis que le BN tente de prévenir l'érosion de son pouvoir par des méthodes peu avouables¹¹⁹, que le pouvoir judiciaire commence tout juste à s'émanciper de l'ascendant du gouvernement et que le droit à la liberté d'expression est plus que jamais bafoué par le recours de plus en plus fréquent à l'ISA. Mais le pouvoir joue là son va-tout, car depuis l'éclosion du mouvement *Reformasi* le seuil de tolérance à la répression a notablement baissé. Le défi démocratique, et plus largement la redéfinition du consensus social autour de la défense du bien commun, s'inscrivent en outre dans un cadre spécifique : le "contrat féodal" dont les termes furent retranscrits dans les Annales malaises du XVI^e siècle¹²⁰. Confrontée à l'impératif de recréer les conditions d'application de la démocratie, la Malaysia contribue à renouveler le débat sur les démocraties occidentales, menacées, malgré les apparences, par un "totalitarisme tranquille"¹²¹, une "dictature des experts" non élus, et un nivellement par le bas des exigences en matière de démocratie. Par le caractère instructif de ses tâtonnements, cette "démocratie de la troisième vague" pourrait assister l'Occident dans sa nécessaire démarche de réinvention de la démocratie.

POST SCRIPTUM : L'APRES 11 SEPTEMBRE

De toute évidence, Mahathir a su profiter de la crainte inspirée par les attentats de New York et de Washington pour réaffirmer et renforcer son autorité au détriment du PAS. Rationnel et pragmatique, cet habile opportuniste a eu tôt fait de se rallier à la bannière antiterroriste brandie par les Etats-Unis, tout en s'alarmant de l'influence croissante des groupes extrémistes. Un extrémisme auquel le PAS aurait ouvert la voie en prônant l'instauration d'un État islamique.

La "menace islamiste" a donc apporté de l'eau au moulin du Premier ministre, qui désespérait de discréditer durablement le PAS, son ennemi juré. Il a pu ainsi mettre

¹¹⁸ A l'arrestation de 10 leaders de l'opposition et de 2 étudiants sous le coup de l'ISA en septembre 2001, s'est ajoutée la reprise par le MCA de 2 quotidiens chinois, tandis que 2 étudiants ayant manifesté contre l'ISA étaient expulsés de leur université.

¹¹⁹ Telles que le projet de loi visant à rendre inconstitutionnelle la consultation des listes électorales, ce qui reviendrait à légaliser les électeurs fantômes votant pour le BN, particulièrement nombreux à Sabah.

¹²⁰ Ce contrat, qui prévoit la protection du sujet en échange d'une loyauté indéfectible envers le Sultan, pouvait être rompu si le comportement d'un Sultan couvrait de honte un seul de ses sujets : un précepte étonnamment moderne et aisément transposable dans la Malaysia contemporaine.

¹²¹ A. BELLON & A.C. ROBERT, *Un totalitarisme tranquille : La démocratie confisquée*, Paris, Syllepse, 2001, 124 p.

en avant toute une série d'éléments troublants, embarrassants pour le parti islamique. La présence de 1500 Malais dans les *madrassa* pakistanaïses¹²² a permis au gouvernement de tirer la sonnette d'alarme. Même si la plupart de ces "étudiants en religion" ne sont pas impliqués dans des activités militantes en Afghanistan ou au Pakistan, l'islamologue Farish Noor n'a pas caché son inquiétude face aux réseaux d'éducation islamique transnationaux qui inondent la Malaysia de théologiens. Une "lame de fond" qui vient grossir les rangs des enseignants dans les écoles coraniques malaysiennes, accroissant ainsi la pression sur le gouvernement laïc pour faire appliquer la *shariat*.

Parce que les effets potentiels à long terme du dogmatisme religieux sont autant économiques que politiques, le gouvernement a choisi d'opter pour une prévention musclée. Il s'agissait aussi de rassurer Washington et, plus largement, les investisseurs et les touristes dans un contexte économique morose. Fin septembre 2001, le gouvernement annonçait l'arrestation dans le cadre de l'ISA de Nik Adli Nik Aziz, fils de l'idéologue du PAS Nik Aziz Nik Mat. Son crime présumé : avoir fomenté avec d'autres activistes, le renversement du gouvernement de Mahathir et l'instauration d'un État islamique en Indonésie, en Malaysia et sur l'île philippine de Mindanao. Nik Adli a certes reçu un entraînement militaire en Afghanistan au début des années 1990¹²³, mais aucun lien direct avec Oussama Ben Laden n'a pu être formellement établi. L'arrestation de Nik Adli faisait suite à celle de dix membres présumés du groupe des combattants de Malaysia (KMM)¹²⁴, détenus en août 2001 sous le coup de l'ISA. Nik Adli aurait fondé il y a deux ans le KMM, indûment considéré comme le maillon central du terrorisme sud-est asiatique¹²⁵. Le gouvernement s'est bien gardé de mentionner l'arrestation de membres de la Jemaah Islamiah (JI), dont les cinq cellules se partagent les mêmes leaders que la branche singapourienne de l'organisation : Abu Bakar Bashir et Riduan Isamuddin, alias Hambali. La JI aurait pourtant l'intention, selon une source proche du gouvernement, d'instaurer un État islamique en Malaysia, en Indonésie et sur l'île philippine de Mindanao, en accord parfait avec les desseins mondiaux d'Al Qaeda. Seul problème : aucun des 22 membres de la JI détenus sous le coup de l'ISA n'est membre du PAS, alors 22 des 23 détenus du KMM le sont... Le gouvernement avait donc tout intérêt à surestimer la responsabilité du KMM pour incriminer le PAS. Fin janvier 2002,

¹²² Bénéficiant fréquemment de l'aide du PAS pour mener à bien leurs études, ils n'étaient qu'une centaine il y a dix ans. Le PAS est depuis longtemps lié aux *madrassa* dispensant l'enseignement *deobandi* – un enseignement à l'origine de l'idéologie rigoriste des *Taliban* et reçu par Nik Aziz Nik Mat lui-même, d'où son penchant pour l'instauration d'un conseil des *ulama* qui serait investi du pouvoir politique.

¹²³ Selon le gouvernement, il aurait été impliqué dans des activités liées au *jihad*, recrutant au moins seize Malais pour aller combattre contre les chrétiens dans la province indonésienne des Moluques.

¹²⁴ *Kumpulan Mujahideen Malaysia*.

¹²⁵ Si des liens avec les *Taliban* semblent évidents, le gouvernement n'avait toujours pas, fin janvier 2002, établi de lien clair entre le KMM et Al-Qaïda.

cinquante membres “présumés” du KMM étaient donc arrêtés, tandis que la police recherchait activement la trace de ses 200 cellules à travers le pays. La “psychose” est encore montée d’un cran avec l’annonce de la disparition de quatre tonnes de nitrate d’ammonium, utilisables dans la fabrication d’explosifs. Mais le recours à l’ISA autorisant la détention sans procès, nul ne peut juger de la réalité de la menace. Mahathir s’est contenté de jouer sur la *perception* de cette menace¹²⁶, un jeu dangereux qui n’est pas sans rappeler la stratégie adoptée par le BN lors des législatives de novembre 1999. Brandissant la menace d’un conflit religieux sur le modèle indonésien d’Aceh ou des Moluques, le gouvernement a tenté avec un certain succès d’établir une filiation entre le PAS et les *Taliban* afghans, mais aussi entre le PAS, le KMM et Al-Qaida, tant sur la scène nationale qu’internationale. Les médias officiels ont ainsi relayé son discours alarmiste sur l’essor du radicalisme islamique en Malaysia, effrayant nombre de non-Malais¹²⁷ et de Malais modérés. Ce faisant, le gouvernement prenait le risque, une fois de plus, d’exacerber les tensions entre musulmans extrémistes et modérés, mais aussi entre musulmans et non-musulmans. *In fine*, la Malaysia s’éloigne encore un peu plus de la société pluraliste qu’elle s’était engagée à construire après 1969.

Parallèlement, le PAS s’est défendu d’avoir des liens avec les réseaux extrémistes opérant en Asie du Sud-Est, dénonçant une manœuvre du gouvernement et rappelant son attachement à la démocratie parlementaire. Des propos qui n’ont guère apaisé les partis d’opposition laïque. Le 22 septembre 2001, le DAP quittait avec fracas la coalition d’opposition, les attentats aux États-Unis ayant servi de catalyseur à une rupture depuis longtemps annoncée. Le DAP sanctionnait ainsi l’intransigeance du PAS sur l’instauration d’un État islamique, tout comme l’appel de Nik Aziz Nik Mat à soutenir l’Afghanistan sous les bombardements américains, qualifiés de “croisade contre l’islam” par *Harakah*. En fragilisant le BA et en renforçant le BN, le départ du DAP¹²⁸ a constitué un revers majeur pour le PAS, désormais condamné à renoncer au pouvoir à l’échelle nationale, puisqu’il devra compter exclusivement sur

¹²⁶ Une perception faussée puisque l’islam sud-est asiatique est notoirement modéré et étroitement lié à l’Occident. De plus, les musulmans soutiennent largement la lutte contre le terrorisme, considéré comme une perversion de l’islam.

¹²⁷ Les Malaysiens d’origine chinoise et indienne n’ont pas tardé à se ranger derrière le Premier ministre, soutenant massivement sa campagne de répression à l’encontre des islamistes présumés. Un soutien qui s’est étendu à la communauté internationale toute entière, en dépit des dérives inhérentes au recours abusif à l’ISA.

¹²⁸ Autre désaveu, celui de Chandra Muzaffar, le numéro deux du *Keadilan*, qui a quitté son poste début octobre 2001 et critiqué le soutien du PAS aux Taliban. Anwar Ibrahim a également qualifié de “déplacée” la diatribe anti-américaine initiée par des musulmans en pleine confusion.

les voix de la communauté malaise¹²⁹. Une communauté dont les modérés estiment que le PAS a déjà dépassé les bornes.

Le 12 octobre 2001, le parti islamique prenait en effet la tête d'une manifestation de trois mille personnes, rassemblées devant l'ambassade des États-Unis pour protester contre les frappes en Afghanistan. Accusé de vouloir discréditer la position modérée du gouvernement sur la crise afghane, le PAS a officiellement appelé ses 800.000 membres à la guerre sainte, même si cette dernière inclue les appels à la paix, les prières et les aides financières. Le président du parti Fadzil Noor a cependant affirmé qu'aucun membre du parti n'avait rejoint l'Afghanistan pour combattre aux côtés des Taliban. Il n'empêche : les attentats du 11 septembre semblent avoir durablement réduit au silence l'aile modérée du parti, qui risque ainsi de se retrouver isolé sur la scène politique nationale. "Le voile est finalement tombé", a déclaré Farish Noor. "Maintenant nous savons quelle est la position réelle du PAS"¹³⁰.

Signe du retournement de la situation, le 27 septembre 2001, le BN remportait 60 des 62 sièges à pourvoir dans l'assemblée de l'Etat de Sarawak. Fin janvier 2002, il réitérait son exploit lors d'une élection partielle à Indera Kayangan, dans le nord de l'État de Perlis. Une performance qui pourrait inciter Mahathir à convoquer des élections législatives anticipées. Car il a su garder à l'esprit l'ambivalence de l'opinion malaise à l'égard des États-Unis, critiqués pour leur biais anti-musulman au Proche Orient et leur guerre en Afghanistan. Le 28 septembre 2001, le conseil suprême de l'UMNO décidait que la Malaysia s'alignerait sur la position de l'Organisation de la Conférence Islamique relative à la guerre américaine contre le terrorisme, tout en condamnant les frappes aveugles.

Plus largement, l'après 11 septembre pose le problème de l'identité islamique et de la nature de l'État malaysien. Comme l'a fait remarquer Surin Pitsuwan, ancien ministre thaïlandais des affaires étrangères et musulman de surcroît,

*"Chaque être humain entretient des liens primordiaux avec une entité supérieure à des concepts tels que l'État. Ces liens demeurent en sommeil jusqu'à ce qu'un stimulus les fasse surgir. La légitimité de cette idée laïque qu'est l'Etat-nation est alors mise à l'épreuve"*¹³¹.

Les attentats du 11 septembre ont ainsi entraîné une sorte de "résurgence islamique", un besoin accru pour les musulmans de réaffirmer leur identité. Mahathir s'est saisi de ce sentiment pour provoquer un débat sur l'identité nationale, espérant ainsi couper l'herbe sous le pied du PAS. Face à un parti qui s'appête à introduire en juillet le *hudud*, la loi pénale coranique, dans l'Etat de Terengganu, Mahathir a beau

¹²⁹ En pratique, il ne s'agit pas de la communauté dans son ensemble, mais de ses membres réticents vis-à-vis de la politique américaine au Proche Orient.

¹³⁰ S. JAYASANKARAN & L. HOLLAND, "The Islamic Party's Malay Dilemma", *FEER*, 25.X.2001.

¹³¹ M. MACAN-MARKAR, "More Asian Muslims put religion ahead of state", *Asia Times Online*, 20.XI.01.

jeu de se poser en chantre d'un pays islamique modéré, hostile à toute forme de discrimination légale.

Mais cet enjeu dépasse de loin le cadre national. En tout état de cause, Mahathir aura fort à faire pour convaincre ses partenaires que la Malaysia n'est pas un refuge pour les terroristes. Pour y parvenir, il se contenterait volontiers d'inculpations basées sur la suspicion et la commodité. En clair : des inculpations effectuées sous le coup de l'ISA, au grand dam des organisations de défense des droits de l'homme. Par cette action, le gouvernement espère échapper aux interrogations gênantes pour sa légitimité. Car les racines de l'extrémisme sont sans doute à rechercher, au moins en partie, dans la répression de l'opposition, les disparités de revenus et les restrictions apportées à la liberté d'expression. Autant de facteurs qui pourraient faire le jeu du PAS, si toutefois il parvient à redorer son blason. Balayant ces injustices d'un revers de la main, Mahathir, en autocrate chevronné, semble avoir trouvé dans la "menace verte" un véritable bain de jouvence. Après la chasse aux communistes dans les années 1950 et 1960, la répression des terroristes lui donne aujourd'hui l'espoir de retrouver la légitimité qu'il avait partiellement perdue après l'affaire Anwar. A ce titre, sa visite à Washington, du 12 au 14 mai dernier, a été vécue comme une véritable consécration et la fin de la période de quarantaine imposée par les Etats-Unis après le limogeage et l'arrestation d'Anwar. Le ministre américain de la justice, John Ashcroft, est allé jusqu'à cautionner le recours à l'ISA, tandis que Mahathir signait un pacte antiterroriste avec le président George W. Bush. En l'espace de huit mois, la Malaysia est donc passée d'un Etat semi-paria à un allié privilégié dans la lutte contre le terrorisme. Kuala Lumpur a ainsi transmis aux Etats-Unis des renseignements de première importance sur les agissements d'Al Qaeda en Asie du Sud-Est. Une contribution primordiale pour George W. Bush, qui s'est donné pour priorité la sécurité du territoire national. Mahathir pouvait donc se féliciter, après son entrevue avec le président américain, que la question des droits de l'homme et de la démocratie en Malaysia, pourtant problématique, n'ait pas été abordée. Signes de cette compréhension nouvelle, les opérations conjointes menées en Malaysia au *Jungle Warfare Training Center* (on pense à l'opération "épaule contre épaule" aux Philippines), et la collaboration entre les autorités malaysiennes et le FBI. Le premier ministre malaysien a donc renforcé comme jamais sa mainmise sur le pays tout en légitimant son action à l'intérieur comme à l'extérieur.

C'est dans ce contexte des plus favorable que Mahathir a choqué la nation toute entière en annonçant, lors du discours de clôture de l'assemblée générale annuelle de l'UMNO le 22 juin, sa démission de toutes ses fonctions partisane (président) et gouvernementales (premier ministre, président du BN et ministre des finances). Cette démission, qui ne devrait pas intervenir avant le sommet de l'OIC prévu à Kuala Lumpur les 23 et 24 octobre 2003, vise à assurer une transition en douceur au profit de l'actuel numéro 2 de l'UMNO et du gouvernement, Abdullah Badawi alias Pak Lah. Dès la confirmation de cette annonce, le 25 juin, les spéculations sont allées bon train pour expliquer ce tournant politique majeur.

De toute évidence, Mahathir a vécu comme un échec personnel son incapacité à modifier la mentalité malaise. Ironie du sort, la NEP (1971-1990) puis la NDP (1990-

2000), censées inculquer aux Malais l'autonomie et l'esprit d'initiative qui leur manquaient grâce à une politique de discrimination positive, ont renforcé l'assistanat au lieu de promouvoir la compétitivité de la communauté. L'assistanat, mais aussi l'inégalité entre des hommes d'affaires millionnaires et renfloués lorsque trop endettés, et des PME *de facto* défavorisées. Un retour à la case départ pour Mahathir, qui dès 1970 s'était basé sur le même constat pour écrire *The Malay Dilemma*, son brûlot culturaliste sur les tares des Malais. D'autant que ses velléités réformistes (introduction de la méritocratie dans le système éducatif, quota de 10% pour les non-Malais dans les universités malaises, utilisation de l'anglais en cours de mathématiques et de sciences) ont été fraîchement accueillies parmi les siens.

Au-delà de cette déception, d'autres facteurs ont sans doute joué. A commencer par les rivalités au sein de l'UMNO. Selon une rumeur rapportée par Lim Kit Siang, le président du parti chinois d'opposition DAP, Mahathir aurait souhaité confier le portefeuille du ministère des finances à Tunku Razaleigh Hamzah, au grand dam des trois vice-présidents du parti. Trois hommes (Najib Abdul Razak, Muhyiddin Yassin et Muhammad Muhd Taib) dont la lutte pour le pouvoir menace directement le dauphin de Mahathir, Badawi. Qui devra aussi compter avec Razaleigh. Pour parer à ce risque, Badawi pourrait envisager, une fois officiellement investi, de libérer Anwar, qui attend actuellement l'arrêt de la cour fédérale. Anwar avait en effet été interjeté en appel dans le cadre de sa première condamnation pour abus de pouvoir. Sa libération représenterait, à coup sûr, un geste fort en direction du Keadilan et du PAS, mais aussi des membres de l'UMNO restés proches d'Anwar et des Malais dans leur ensemble.

Malgré sa longue expérience politique, son honnêteté et des études religieuses qui font de lui un dirigeant crédible, Badawi devra persuader son parti qu'il est à la hauteur de la tâche. Mais le changement, si changement il y a, portera davantage sur la forme que sur le fond. Avant les législatives prévues pour novembre 2004 au plus tard, les élections au sein du parti, qui doivent avoir lieu en 2003, constitueront un premier test de popularité pour Pak Lah.

En parallèle, la mort le 23 juin du président modéré du PAS Fadzil Noor devrait entraîner une réorganisation du parti islamique et de l'opposition dans son ensemble. Réputé pour son rigorisme idéologique et son inflexibilité à l'égard de l'UMNO, l'actuel numéro 2, Abdul Hadi Awang, reprendra, en toute logique, le flambeau. Avec les risques de durcissement, de marginalisation voire de scission du parti que cela implique dans le contexte de l'après-11 septembre. Mais il serait prématuré d'enterrer le PAS, qui a toujours su profiter de ses traversées du désert pour rebondir sur la scène politique malaysienne. D'ailleurs, les dizaines de milliers de personnes présentes aux obsèques de Fadzil sont là pour le rappeler.

In fine, le "syndrome de la démission" pourrait toucher l'ensemble des partis politiques. Déjà, des voix s'élèvent pour réclamer un changement de leadership au sein du MCA, du MIC et du Gerakan, les trois principaux partis de la coalition au pouvoir après l'UMNO, mais aussi au sein du parti d'opposition DAP. Et le PAS n'a pas été davantage épargné, puisque Nik Aziz Nik Mat a dû démentir une rumeur selon laquelle il s'apprêtait à quitter le gouvernement du Kelantan, qu'il dirige depuis

1990. Avec le départ annoncé de Mahathir, c'est la fin d'une ère qui pourrait enfin faire prévaloir les institutions sur la personnalisation du pouvoir.

Malgré tout, Mahathir ne devrait pas disparaître de la scène politique malaysienne. Conscient d'avoir choisi le bon moment pour partir (*i.e.* au sommet de sa gloire), il s'est empressé d'assurer qu'il continuerait à s'impliquer dans l'évolution de son parti. Et, *in extenso*, dans celle de son pays, a-t-on envie d'ajouter. Selon ce schéma, Badawi ne pourrait être alors qu'un Premier ministre par intérim dans l'attente du véritable successeur de Mahathir, à l'instar d'un Goh Chok Tong à Singapour. Si ce cas de figure se vérifie, la succession pourrait réserver quelques surprises. On pense à Marina Mahathir, la fille aînée du futur ex-Premier ministre. Femme à poigne à la tête du Malaysian AIDS Council et d'une entreprise de relations publiques quand elle n'est pas éditorialiste, Marina a joué le rôle de porte-parole familial après l'annonce de la démission de son père. Un signe qui ne trompe pas ? En tout cas, Marina a tout du joker et s'intégrerait fort bien dans la galerie des "héritières" qui, de Aung San Suu Kyi à Chandrika Kumaratunga en passant par Gloria Arroyo, ont su marquer de leur empreinte la scène politique asiatique. Pour l'heure, ce scénario reste hypothétique. L'avenir nous dira si, à l'instar de tant d'autres pays de la région, la "démocratie héréditaire" prendra en Malaisie...

BIBLIOGRAPHIE

Dans la mesure où cet essai porte sur un sujet d'actualité, les articles de presse constituent la majeure partie de la bibliographie détaillée ci-dessous. Il convient toutefois de faire une distinction entre les publications d'ordre scientifique (*Asian Survey, Défense nationale*), la presse locale en langue occidentale (*Asia Times Online, Harakah, Malaysiakini, The New Straits Times, The New Sunday Times, The Star, The Straits Times*) et la presse occidentale (*Far Eastern Economic Review, Asia Week, The Asian Wall Street Journal, BBC News, CNN, Courrier International, The Economist, The Financial Times, Libération, Le Monde, Time Asia, The Wall Street Journal Europe*). Il convient également de se reporter à la liste des sites Internet en fin de bibliographie.

1. Médias

Presse malaysienne

- H. AMIR KHALID, "Life, liberty and Internet access", *The Star*, 31.VIII.1999.
- CHEN M.Y., "Révolution culturelle sur le petit écran", *Courrier International (CI)* n°430, 28.I.1999, p.22.
- P. GOLINGAI, "Battlelines drawn in cyberwar", *The Star*, 12.XI.1999.
- A. KAUR, "Confiscate Umno tabloid, says editor of banned magazine", *Malaysiakini*, 1.VI.2000.
- Z. KOYA, "Warrior of the fourth estate", *Malaysiakini*, 9.I.2001.
- B. PEREIRA, "Media battle looms for swing votes", *The Straits Times*, 14.XI.1999.
- M.G.G. PILLAI, "Cyber-landscaping the fourth estate", *Malaysiakini*, 21.IV.2001.
- C. TAN, "Web vital for aiding reformasi, says Chandra", *Malaysiakini*, 23.III.2001.

Presse internationale

- "Malaysian paper sues government", *BBC News*, 3.V.2000.
- CHEN M.Y., "Reformasi on the Internet : Mahathir vexed by his own Internet policy", *The Asian Wall Street Journal*, 30.III.1999.
- F. CHING, "Anwar Verdict : A Blow to Malaysia", *FEER*, 24.VIII.2000.
- S. ELEGANT & J. JAYASANKARAN, "Malaysia uncensored", *Far Eastern Economic Review (FEER)*, 6.VII.2000.
- S. JAYASANKARAN, "Fifteen Years", *FEER*, 17.VIII.2000.
- J. MATTHEWS, "Malaysian election campaigning gets tech boost", *CNET Malaysia*, 26.XI.1999.
- *Id.*, "Malaysian Elections : On the Cyber Campaign Trail", *CNET Malaysia*, 10.XII.1999.
- A. RANAWANA, "New Media, Old Tactics", *Asia Week*, 4.V.2000.
- J. TAN, "No-holds-barred game of Malay Politics on the Net", *The New Sunday Times*, 23.V.1999.

2. Le mouvement *Reformasi*

Presse malaysienne

- S. OORJITHAM, "Les citoyens prennent la parole", *Courrier International* n°542, 16-22.XI.2000, p. 30.
- M.G.G. PILLAI, "KeADILan dinner musings: A capacity crowd against odds, interference", *Malaysiakini*, 2.V.2000.
- D. DE SILVA, "Unmasking Sabri Zain", *Malaysiakini*, 18.X.2000.
- Sabri ZAIN, *Face Off: A Malaysian Reformasi Diary 1998-99*, Big Books, Singapour & Kuala Lumpur, 2000.

Presse internationale

- "Protests in Malaysia planned on Anwar jailing anniversary", *CNN*, 18.IX.2000.
- F. CHING, "Wan Azizah Follows Tradition", *FEER*, 23.XII.1999.
- S. ELEGANT, "Pork-Barrel Politics", *FEER*, 22.IV.1999.
- M. HIEBERT & S. JAYASANKARAN, "Wake-Up Call", *FEER*, 18.III.1999.
- M. HIEBERT, "Rise of an Icon", *FEER*, 18.III.1999.
- M. HIEBERT & S. ELEGANT, "Guilty as Charged", *FEER* 22.IV.1999.
- J. JAYASANKARAN, "Collateral Damage", *FEER*, 19.XI.1998.
- S. JAYASANKARAN, "Round Two", *FEER*, 28.I.1999.
- S. JAYASANKARAN, "Squaring Off", *FEER*, 25.III.1999.
- *Id.*, "Eye of The Storm", *FEER*, 11.III.1999.
- S. McNULTY, "White ribbons for justice testify to Malaysians' deep-seated discontent", *Financial Times*, 23.XII.1998.
- J.-C. POMONTI, "La Malaysia mise à l'épreuve par le procès d'Anwar Ibrahim", *Le Monde*, 9.I.1999.

3. Le PAS et l'enjeu islamique

Presse malaysienne

- "PAS to educate on "Islamic concept", *The Straits Times Interactive*, 16.VII.2001.
- "PAS to defy ban on political rallies", *Harakahdaily.com*, 2.VIII.2001.
- N.I. ABDULLAH, "Pas pressing ahead with hudud law : Hudud bill will be tabled at the State Assembly this year", *The New Straits Times*, 2.VII.2001.
- K. ABDULLAH, "PAS committed to BA manifesto : Dr Hatta", *Malaysiakini*, 2.VII.2001.
- M. JEGATHESAN, "Malaysia ruling party trains its guns on Islamic opposition", *Harakahdaily.com*, 23.VI.2001.
- K. KABILAN, "Oil money : Terengganu sues Petronas, federal government", *Malaysiakini*, 8.III.2001.
- S. LOONE & Ein AZMI, "PAS line-up reflects party's recognition of professionals", *Malaysiakini*, 3.VI.2001.
- S. LOONE, "PM lied regarding oil royal payment", *Malaysiakini*, 19.IX.2000.

- S. LOONE, "PAS-DAP : A marriage on the rocks ?", *Malaysiakini*, 2.VII.2001.
- F.A. NOOR, "Umno "Boleh " ? : The Other Malaysia", *Malaysiakini*, 14.X.2000.
- *Id.*, "The forgotten legacy of PAS", *Malaysiakini*, 29.IV.2000.
- M.G.G. PILLAI, "Mahathir, UMNO cannot silence mosques", *freeMalaysia*, 23.II.2000.
- M.G.G. PILLAI, "PAS and understanding : Party attempts to bridge religious gap", *freeMalaysia*, 16.V.2000.
- CK TAN, "A Multi-religious based Islamic state ?", *Harakahdaily.com*, 2.VII.2001.

Presse internationale

- "Malaysian Islamic party puts moderate foot forward in newly won state", *CNN.com*, 21.II.2000.
- "Mutual Accomodation : Islamic politics in Malaysia", *FEER* Editorial, 23.XII.1999, p.58.
- "Dr M's grip slips : The government faces an anious future", *The Economist*, 8.I.2000.
- "Specter of Islamic terrorism haunts Malaysia after hostage ordeal", *CNN.com*, 11.VII.2000.
- P. CRISP & S. OORJITHAM, "How can This Happen ?", *Asia Week*, vol.26 ; n°28, 21.VII.2000.
- L. HOLLAND, "Party of Islam ? Well, Sort of", *FEER*, 28.VI.2001.
- S. JAYASANKARAN, "United We Stand", *FEER*, 9.III.2000, p.30.
- *Id.*, "Business Be Blessed", *FEER*, 27.IV.2000.
- F.A. NOOR, "Malaysia : Islam vs. Secularism ?", *FEER*, 24.VI.1999, p.32.
- M. VATIKIOTIS, "Trusting in God, Not Riches", *FEER*, 3.VIII.2000.
- M.L. WEISS, "The 1999 Malaysian General Elections : Issues, Insults and Irregularities", *Asian Survey*, vol. XL, n°3, mai-juin 2000, p.413-435.

POST SCRIPTUM : L'APRES 11 SEPTEMBRE

Presse malaysienne

- "Party delegate seeks to contest against Ling for MCA chief post", *Malaysiakini*, 24.VI.02
- ANWAR Ibrahim, "Who Hijacked Islam ?", *Time Asia*, 26.I.02
- A.A. AZIZ, "PM's quit decision aimed at drawing party support : opposition", *Malaysiakini*, 22.VI.02
- L. BARTLETT, "Dr M. goes on leave after shock resignation announcement", *Malaysiakini*, 23.VI.02
- Y. DASAN, "Nik Aziz refutes 'ready to quit' report", *Malaysiakini*, 29.VI.02
- C.T. FOO, "Beware of the quit epidemic", *Malaysiakini*, 29.VI.02
- M. JEGATHESAN, "Mr Nice Guy faces huge task ahead", *Malaysiakini*, 26.VI.02
- A. JUNID, "Pak Lah gets the workload, Dr M. keeps the power ?", *Malaysiakini*, 26.VI.02

- M. MACAN-MARKAR, "More Asian Muslims put religion ahead of state", *Asia Times Online*, 20.XI.01
- A. NETTO, "A win in less than inspiring fashion", *Asia Times Online*, 23.I.02
- A. NETTO, "Malaysia takes middle path", *Asia Times Online*, 13.X.01
- T. NETTO, "Fleeting ride of moderate Islamist Fadzil Noor", *Malaysiakini*, 23.VI.02
- A. NETTO, "Mahathir : Exit stage left", *Asia Times Online*, 25.VI.02
- A. NETTO, "Mahathir moves on : Malaysia's uncertain future", *Asia Times Online*, 28.VI.02
- K. TAN, "Premier succession not a problem, 'unstable' country fears unfounded, says analysts", *Malaysiakini*, 24.VI.02
- C. THEOPHILUS, "Mahathir to quit after OIC meet in Oct next year", *Malaysiakini*, 25.VI.02
- C. THEOPHILUS, "Objections to bring back Ku Li could have sparked off Mahathir's resignation", *Malaysiakini*, 24.VI.02

Presse internationale

- "Malaysia, U.S. focus on terror fight", *CNN.com*, 15.V.02
- "West backs off as Mahathir cracks down", *CNN.com*, 15.V.02
- "The doctor decides to go", *The Economist*, 25.VI.02
- Z. ABDOLCARIM & R. MITTON, "Face-off", *Asia Week*, 16.XI.01
- R. AHMAD, "Mahathir rejects need for Islamic laws", *The Straits Times Interactive*, 21.VI.02
- A. DUBUS, "L'Asie du Sud-Est découvre ses radicaux", *Libération*, 12.X.01.
- S. ELEGANT, "Just What Dr. M Ordered", *Time Asia*, 26.I.02
- L. HOLLAND, "Schools Cast A Wide Net", *FEER*, 27.IX.01.
- S. JAYASANKARAN & L. HOLLAND, "The Islamic Party's Malay Dilemma", *FEER*, 25.X.01
- S. JAYASANKARAN & L. HOLLAND, "Profiting From Fear", *FEER* 11.X.01
- S. JAYASANKARAN & M. VATIKIOTIS, "Mahathir's Long Goodbye", *FEER*, 4.VII.02
- S. JAYASANKARAN & L. HOLLAND, "A Death Hurts The Islamic Opposition", *FEER*, 4.VII.02
- L. LOPEZ, "Secret Anwar Deal ? Well... ", *FEER*, 24.I.02
- MAHATHIR Mohammad, "The Truth Deficit", *Asia Week*, 2.XI.01
- J. MCBETH, "The Danger Within", *FEER*, 27.IX.01
- A. RANAWANA, "The Malay Dilemma", *Asia Week*, 26.X.01.
- K. RASLAN, "Moderation Rules", *Asia Week*, 26.X.01
- J. SOLOMON, T. MAPES, L. LOPEZ, J. HOOKWAY & P. MADANI, "Southeast Asian Police Cooperate In Push Against Suspected Terrorists", *Wall Street Journal Europe*, 28.IX.01
- B. WAIN, "Different Targets", *FEER*, 13.VI.02
- B. WAIN, "Wrong Target", *FEER*, 18.IV.02

Lectures transversales complémentaires

Ouvrages

- H. PIGEAT & J. HUTEAU, *Déontologie des médias : Institutions, pratiques et nouvelles approches dans le monde*, Economica & Unesco, 2001, p.258-262.

Articles de presse

- S. AKMAR, "Le gouvernement sort affaibli des élections", *Courrier International*, 9-15.XII.1999.

- J. CHIN, "Malaysia in 1997 : Mahathir's Annus Horribilis", *Asian Survey*, vol. XXXVIII, n°2, février 1998, p.183-89.

- G. FELKER, "Malaysia in 1998 : A Cornered Tiger Bares Its Claws", *Asian Survey*, vol. XXXIX, n°1, janvier-février 1999, p.43-54.

- G. FELKER, "Malaysia in 1999 : Mahathir's Pyrrhic Deliverance", *Asian Survey*, vol. XL, n°1, janvier-février 2000, p.49-60.

- V. NIQUET, "La Malaysia dans la crise financière", *Défense Nationale*, 1998, p.125-137.

- M. L. WEISS, "The 1999 Malaysian General Elections : Issues, Insults and Irregularities", *Asian Survey*, vol. XL, n°3, mai-juin 2000, p.413-35.

Sites Internet

<http://www.asiasource.org/news/>

<http://www.atimes.com/>

<http://www.asiaweek.com/>

<http://www.bangkokpost.com/>

<http://www.cefc.com.hk/>

<http://www.cnn.com/ASIANOW/>

<http://www.economist.com/>

<http://www.feer.com/>

<http://www.freemalaysia.com/>

<http://www.harakahdaily.com/>

<http://www.malaysiakini.com/>

<http://www.nationmultimedia.com/>

<http://www.newsweek.com/>

<http://www.nstpi.com.my/>

<http://www.sabrizain.demon.co.uk/>

<http://www.stern.nyu.edu/~nrubini/asia/>

<http://www.timeasia.com/>